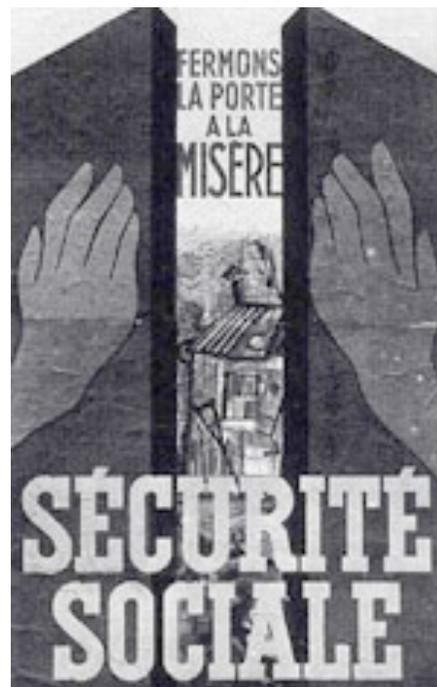


Cours 1. Protection sociale et redistribution (1) : État ou départements providence ?



QUELQUES MOTS SUR LE COURS

- Tout est sur le site www.eclairs.fr
démonstration !
- 12 séances pour un grand panorama
- Pas de mobile !
- Évaluation classique
- Une obligation : travailler
- Un contact disponible : julien.damon@orange.fr

CONTENU DU PREMIER COURS

- L'architecture du système
- Les sous et les opinions
- Les performances et les défis

MESSAGES ET INTERROGATIONS DU COURS

- Des solidarités locales à la solidarité nationale (et inversement...)
- Panorama des acteurs aux différentes échelles
- Etatisation/Fiscalisation/Nationalisation vs Décentralisation/Départementalisation/Régionalisation
- Aide et action sociales devant la Sécurité sociale ?
- Privatisation ?

L'ARCHITECTURE DE LA PROTECTION SOCIALE À LA FRANÇAISE

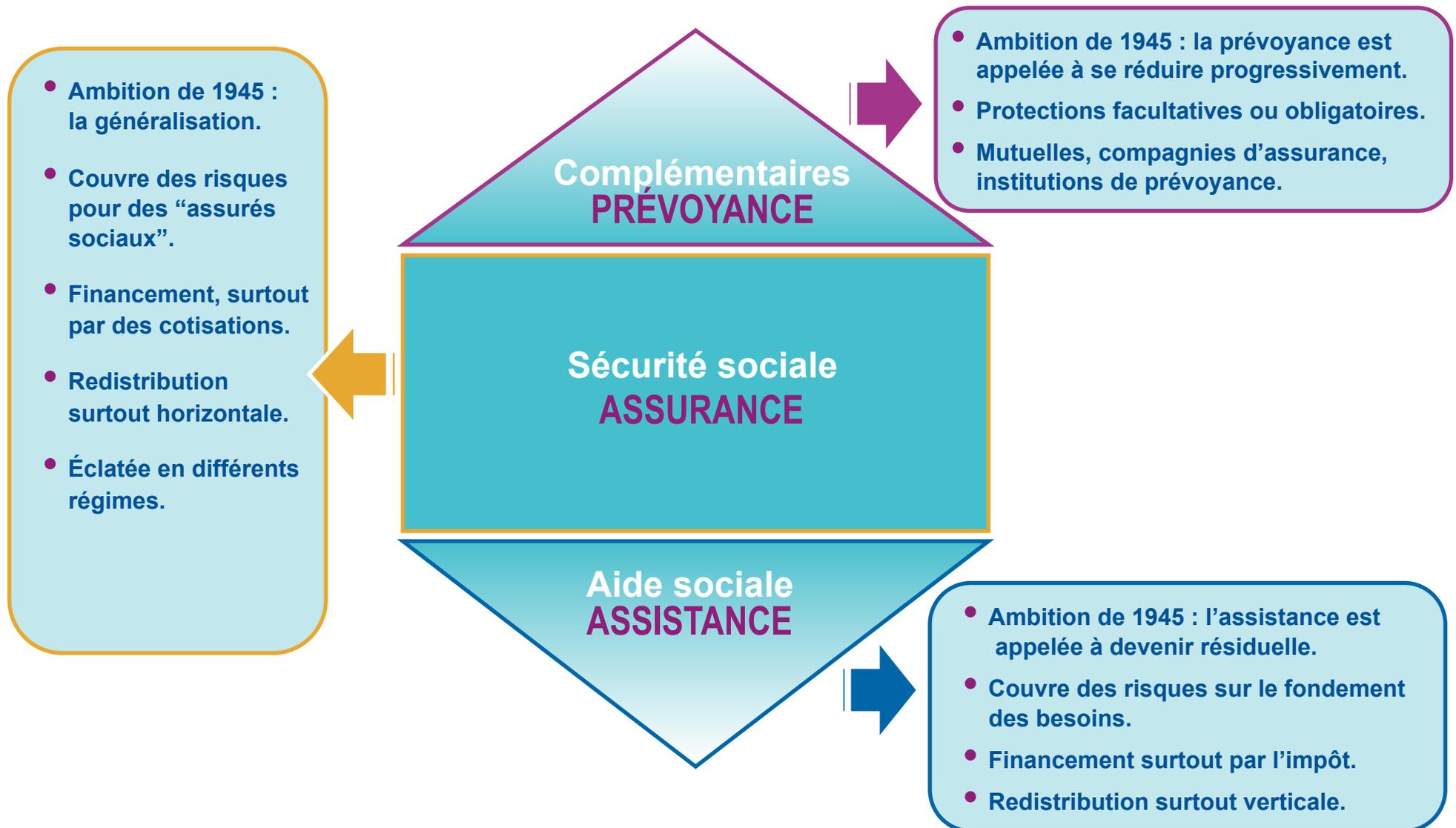
POURQUOI LA « PROT SOC » EST-ELLE IMPORTANTE EN URBANISME (ET VICE-VERSA) ?

	Descriptif	Visée	Effets
Politiques sociales	Salaire minimum, minima sociaux, allocations familiales...	Redistribution interpersonnelle et entre ménages	Redistribution spatiale implicite
Politiques spatiales	ZEP, Pol de la Ville, Politique régionale, ...	Redistribution entre espaces	Redistribution sociale explicite

DES HABITANTS / DES TERRITOIRES ?

- les politiques sociales ont implicitement des conséquences en termes de redistribution spatiale
- les politiques spatiales ont explicitement des conséquences en termes de redistribution sociale

LE SCHÉMA CANONIQUE ISSU DE 1945



LES ÉTAGES DE LA PROTECTION SOCIALE

LA PROTECTION COMPLEMENTAIRE FACULTATIVE
Le retour de la prévoyance individuelle et collective

LA PROTECTION COMPLEMENTAIRE OBLIGATOIRE
Une amélioration généralisée des prestations

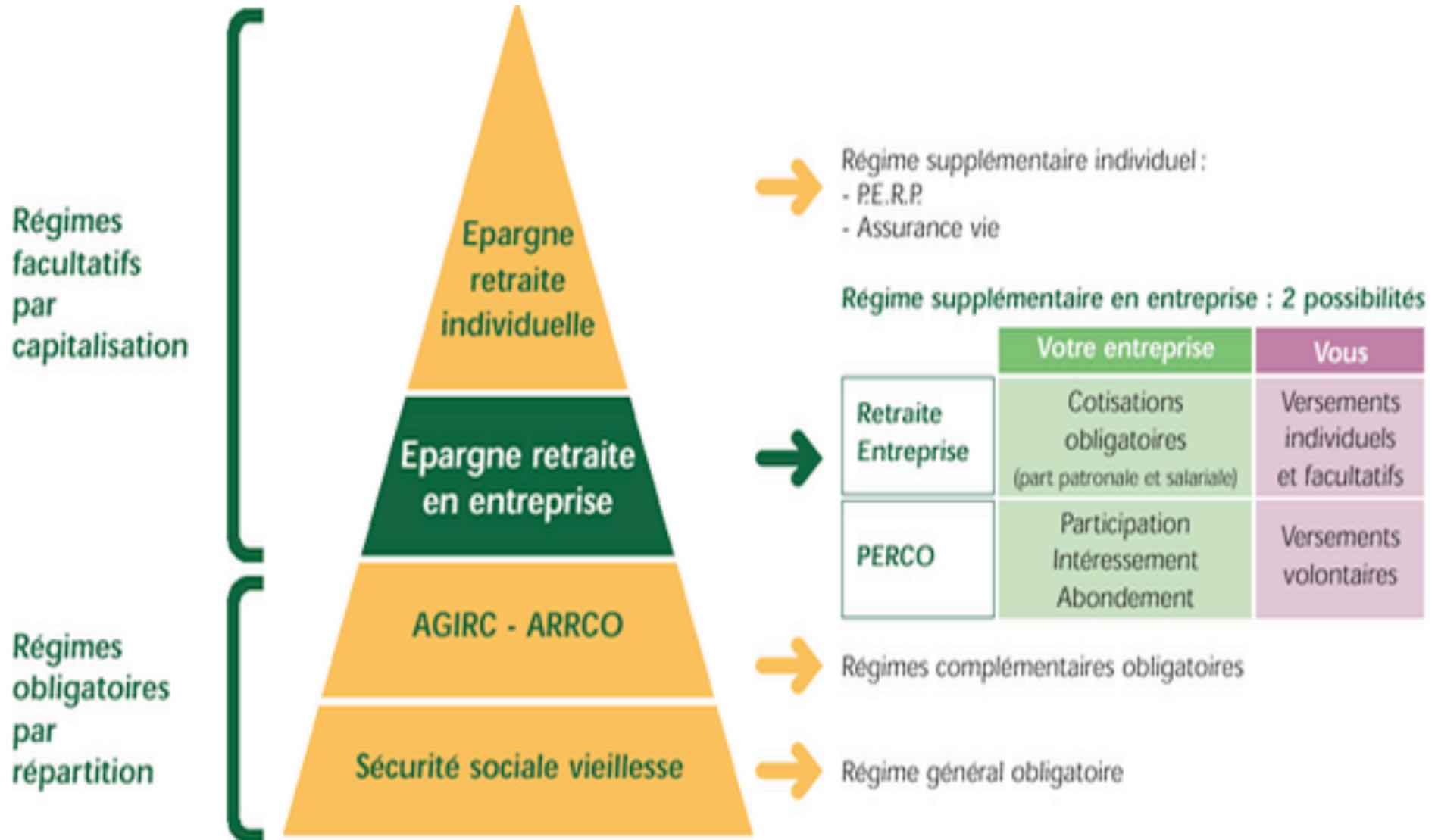
LA SECURITE SOCIALE
Un système qui reste éclaté (assurance, assistance, mixe)

LES PRESTATIONS NON CONTRIBUTIVES
Entre aide sociale et sécurité sociale

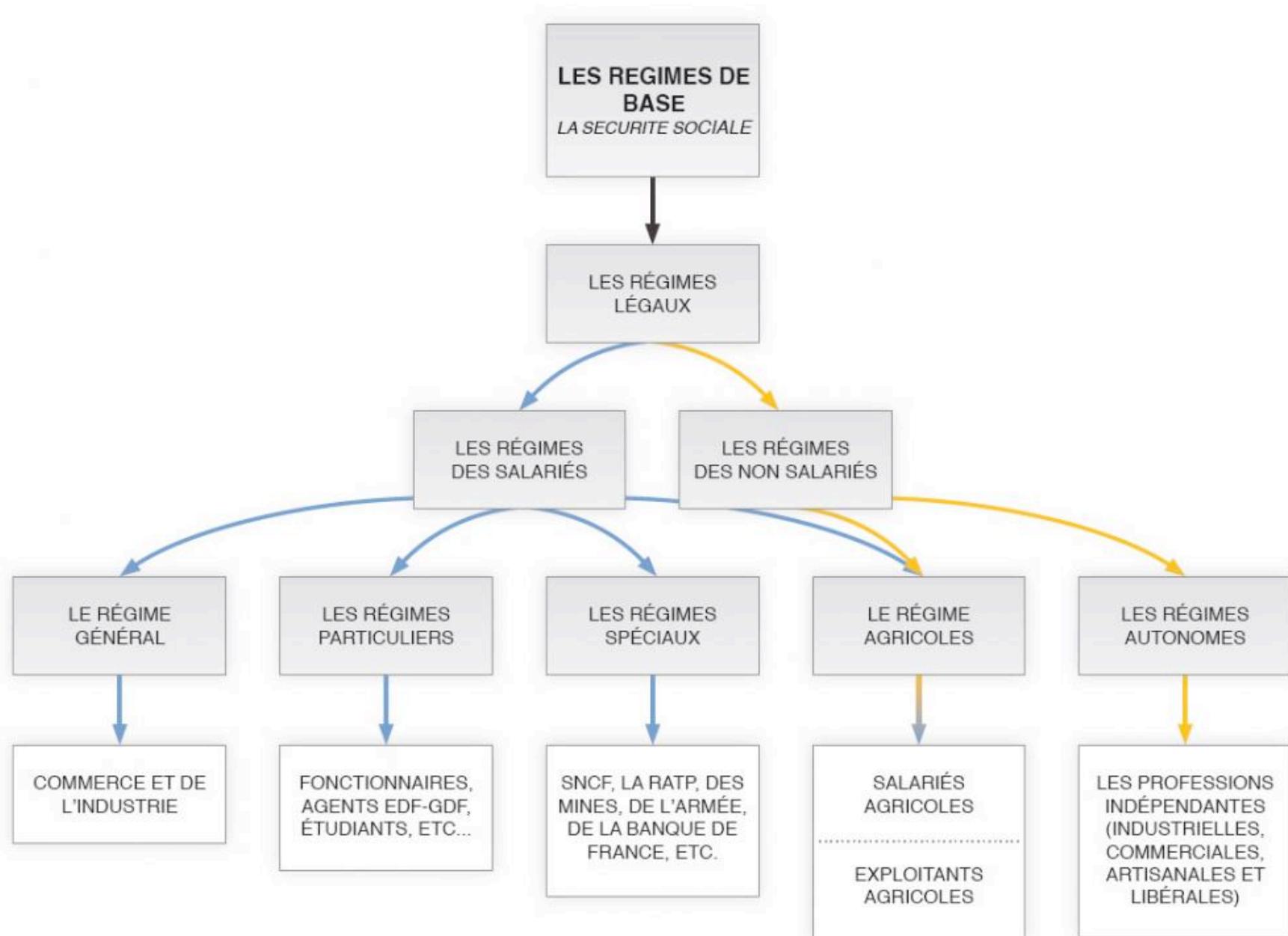
L'AIDE ET L'ACTION SOCIALES
Un palliatif à l'absence de généralisation

LE RMI (RSA...)
Dernier filet de protection

ILLUSTRATION : LES RETRAITES



LE MAINTIEN DES RÉGIMES



REDISTRIBUTION : LE PLURIEL

AU MOINS SIX SUJETS ET UNE PARTITION CLASSIQUE

La redistribution entre type de ménages

La redistribution entre riches et pauvres

La redistribution entre générations

La redistribution entre hommes et femmes

La redistribution entre enfants

La redistribution entre territoires

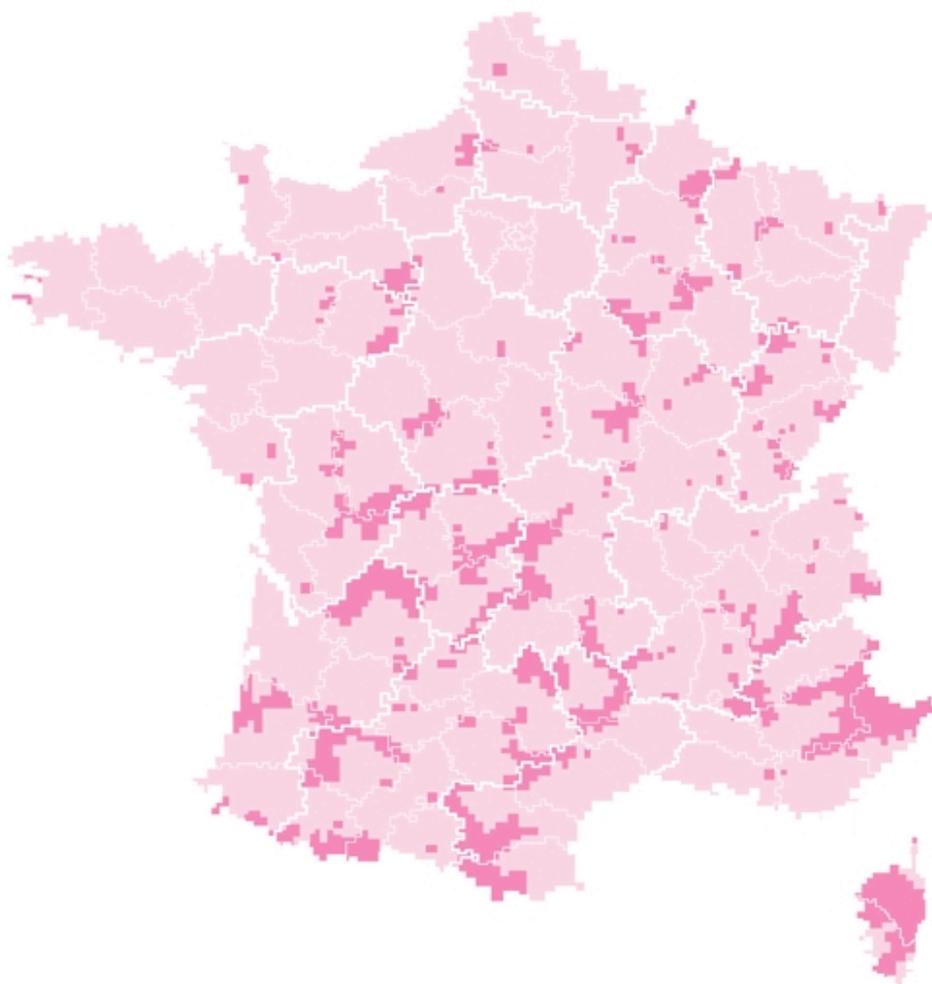
VERTICALE / HORIZONTALE ?

UN SOUCI TERRITORIAL ACCRU

2 % DES FEMMES SONT À PLUS DE 45 MINUTES D'UNE MATERNITÉ

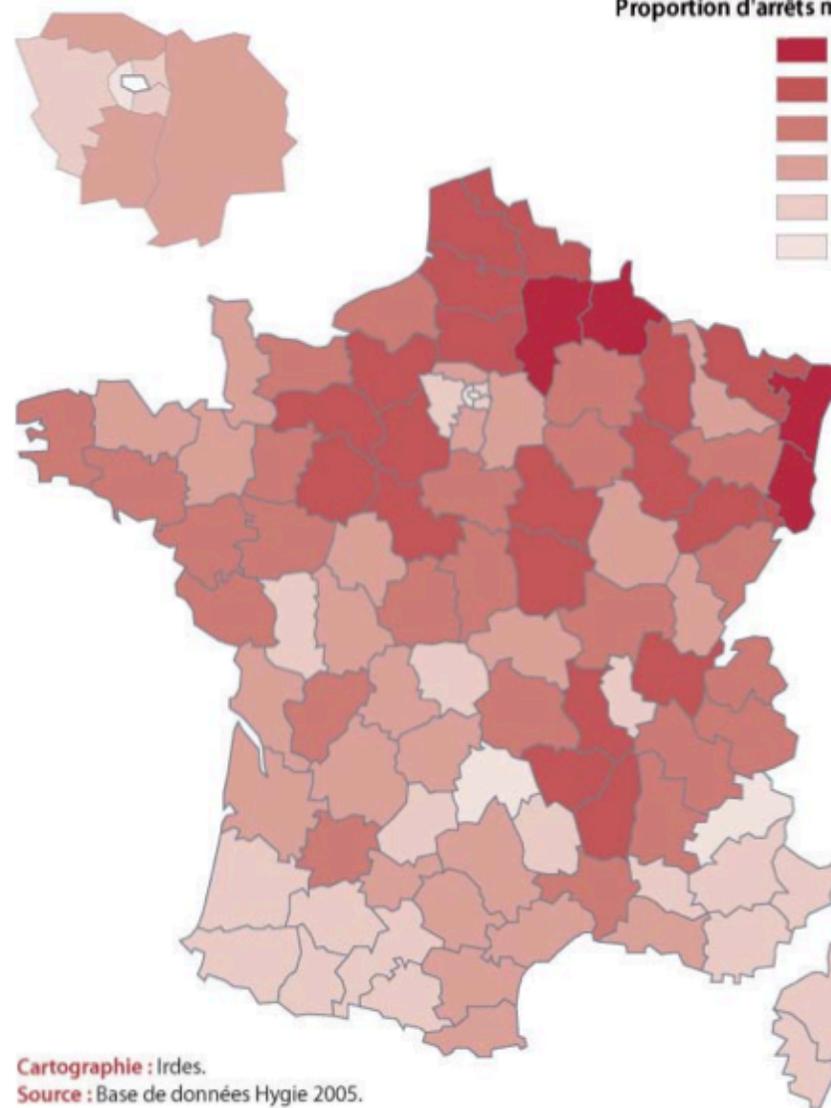
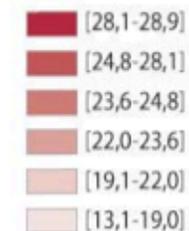
MATERNITÉ À PLUS DE 45 MN

MATERNITÉ À MOINS DE 45 MN



Source : DREES, 2010

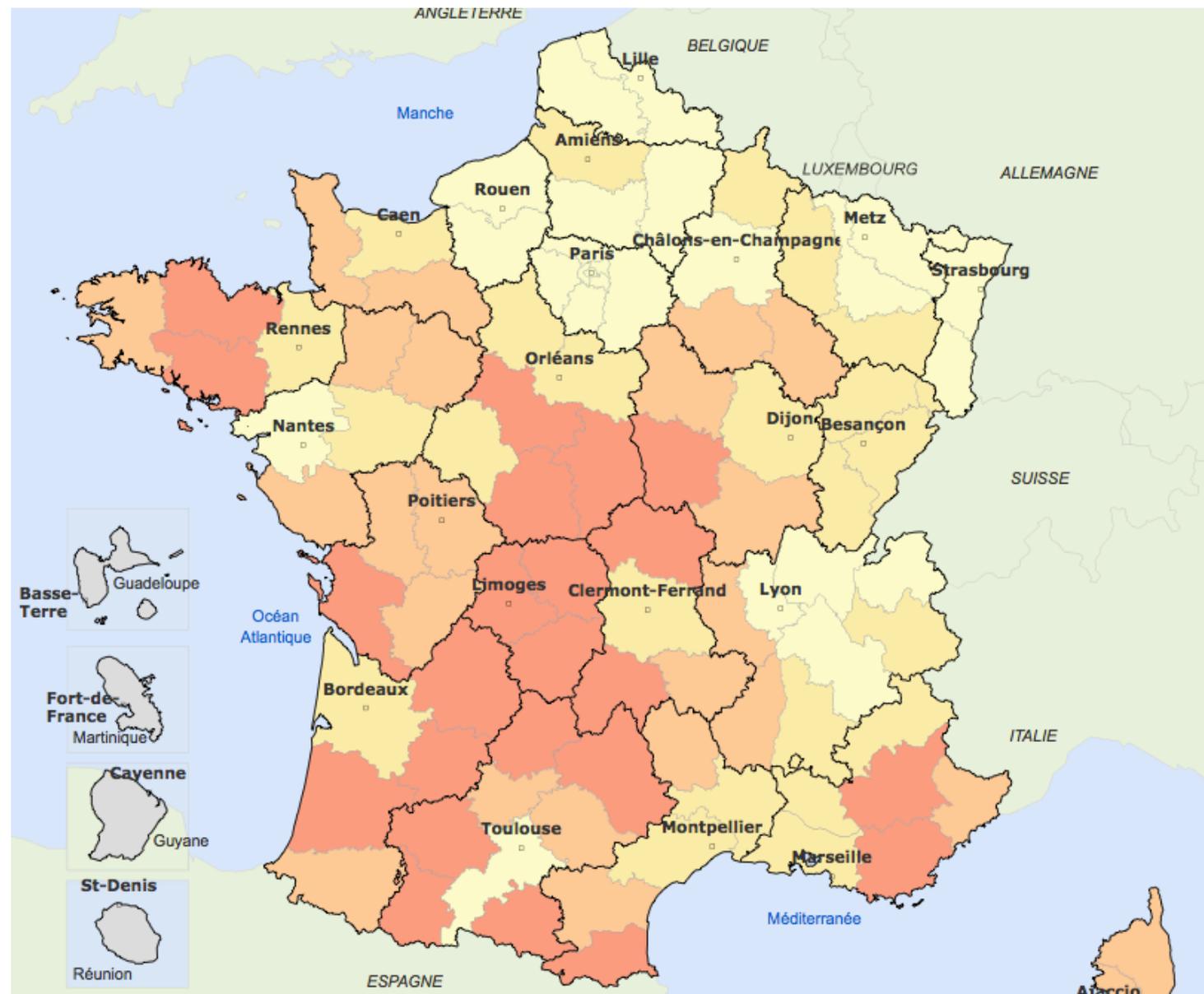
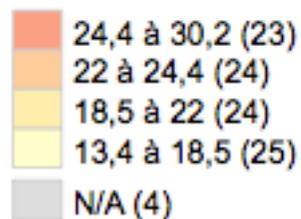
Proportion d'arrêts maladie (%)



Cartographie : Irdes.
Source : Base de données Hygie 2005.

DES DISPARITÉS DE TOUTE NATURE LES RETRAITÉS

Part des retraités (et des bénéficiaires du FSV) par rapport à la population (en %) - 2004



Source : INSEE, DREES

LES MOTEURS DE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

1999-2008

ATTRACTIVITÉ :

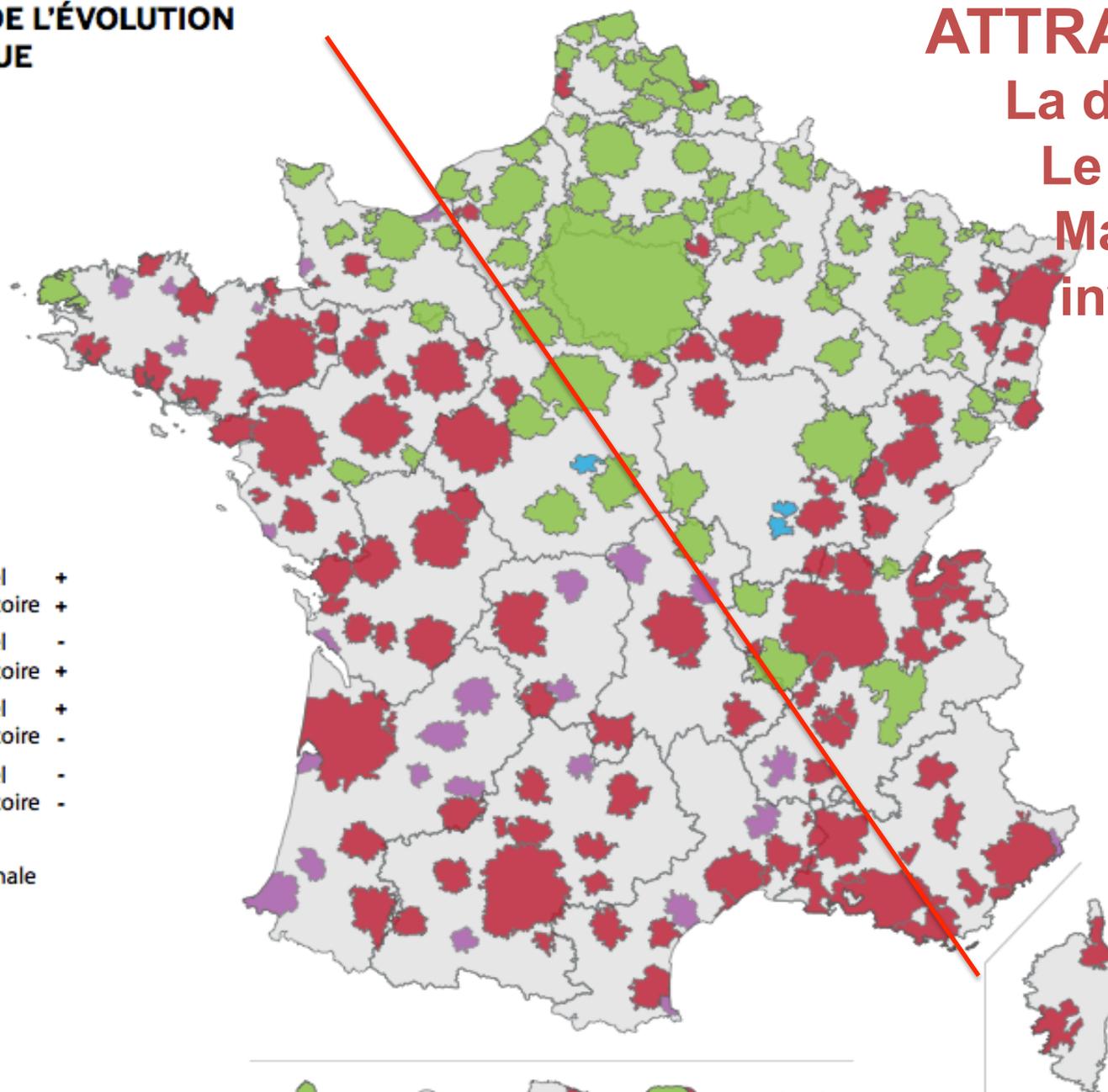
La diagonale

Le Havre /

Marseille

inversée

-  Solde naturel +
Solde migratoire +
-  Solde naturel -
Solde migratoire +
-  Solde naturel +
Solde migratoire -
-  Solde naturel -
Solde migratoire -
-  Limite régionale



LE SCHÉMA DE GESTION ISSU DE L'APRÈS-GUERRE

- Des compromis et des organisations toujours en place : atteindre objectifs de Beveridge avec méthodes de Bismarck
- **Duguit : des services publics / Laroque : des droits**
- Qui est le public concerné par les politiques sociales ?
 - Monsieur GagnePain (pour le national)
 - Les défavorisés et usagers du SPL (pour le local)

Auparavant Monsieur Gagnepain et ses ayant-droits...

... maintenant Monsieur et Madame tout le monde (mais avec leurs spécificités)

CLASSEMENT DES PRESTATIONS

Qui reçoit la prestation ?	Quel type de prestation ?	Qui finance le dispositif ?	Qui gère le dispositif ?
Universelle	Forfaitaire	Impot	État
Contributive	Proportionnelle	Cotisation sociale	Collectivité territoriale
Sous conditions de ressources	Différentielle	Prime individuelle	Partenaires sociaux
			Opérateur privé

Source : Bruno Palier

CLASSEMENT DES PRESTATIONS

Exemple : les retraites de base

Qui reçoit la prestation ?	Quel type de prestation ?	Qui finance le dispositif ?	Qui gère le dispositif ?
Universelle	Forfaitaire	Impot	État
Contributive	Proportionnelle	Cotisation sociale	Collectivité territoriale
Sous conditions de ressources	Différentielle	Prime individuelle	Partenaires sociaux
			Opérateur privé

Source : Bruno Palier

CLASSEMENT DES PRESTATIONS

Exemple : le RMI (RSA Socle)

Qui reçoit la prestation ?	Quel type de prestation ?	Qui finance le dispositif ?	Qui gère le dispositif ?
Universelle	Forfaitaire	Impot	État
Contributive	Proportionnelle	Cotisation sociale	Collectivité territoriale
Sous conditions de ressources	Différentielle	Prime individuelle	Partenaires sociaux
			Opérateur privé

Source : Bruno Palier

CLASSEMENT DES PRESTATIONS

Exemple : les allocations familiales

Qui reçoit la prestation ?	Quel type de prestation ?	Qui finance le dispositif ?	Qui gère le dispositif ?
Universelle	Forfaitaire	Impot	État
Contributive	Proportionnelle	Cotisation sociale	Collectivité territoriale
Sous conditions de ressources	Différentielle	Prime individuelle	Partenaires sociaux
			Opérateur privé

Source : Bruno Palier

DÉCOMPOSITION FONCTIONNELLE ET TERRITORIALE

DDCSPP - DRJSCS

PROTECTION SOCIALE					
SECURITE SOCIALE (sens large) Paritarisme/Cotisations			Emploi 1958 Convention Vrai Paritarisme	POUVOIRS PUBLICS Impôts	
CNAV	CNAF	CNAM	UNEDIC	Etat	Collectivités territoriales
-	CAF	CRAM CPAM	ASSEDIC	DRASS DDASS	DASS (CG) CCAS (V)
Vieillesse	Famille	Santé (maladie, invalidité, acc. Du travail)	Emploi	Pauvreté/Exclusion Famille. Aide sociale	

ARS et CARSAT

POLE EMPLOI

UNE HISTOIRE TERRITORIALE DE LA PROT SOC

→ XIX^e siècle : les paroisses et les communes

XIX^e → 1945 : affirmation de la « solidarité nationale »

1945 → 1980's : âge d'or de l'État-providence

1980 → 1990 : premières décentralisation

1990 → 2000 : retour de l'État en force

2000 → : départementalisation et régionalisation

AFFIRMATION DE DEUX ACTEURS :
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ASSOCIATIONS

LOCALEMENT !!!

Les Caisses et leur action sociale

L'État gouverne à distance ARS

Les régions s'impliquent

Les départements sont « chefs de file » de l'action sociale

Les villes de plus en plus sollicitées et puissantes (CCAS)

SUJET : démocratie politique

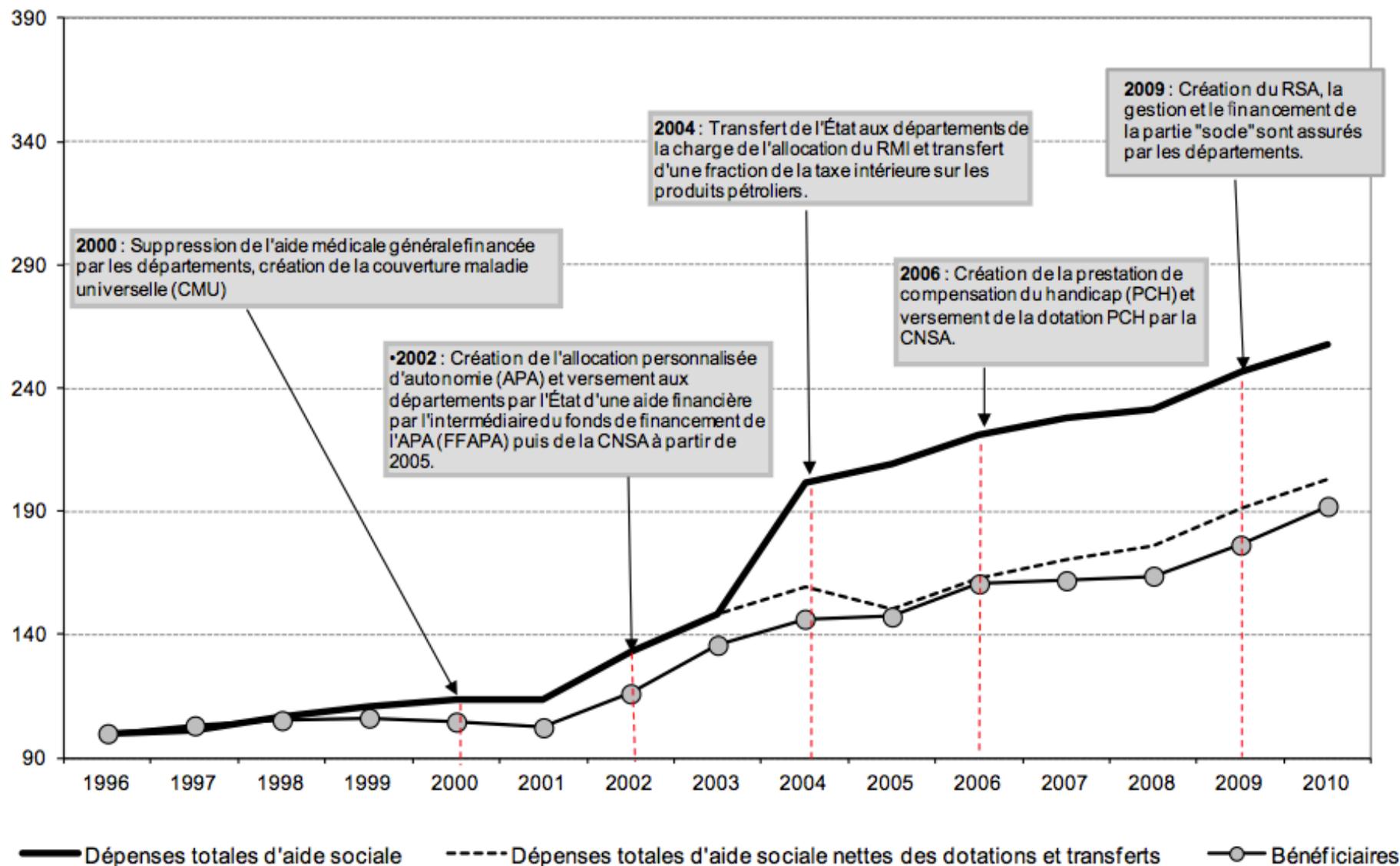
démocratie sociale

démocratie locale

LA MONTÉE EN PUISSANCE DÉPARTEMENTALE (1)

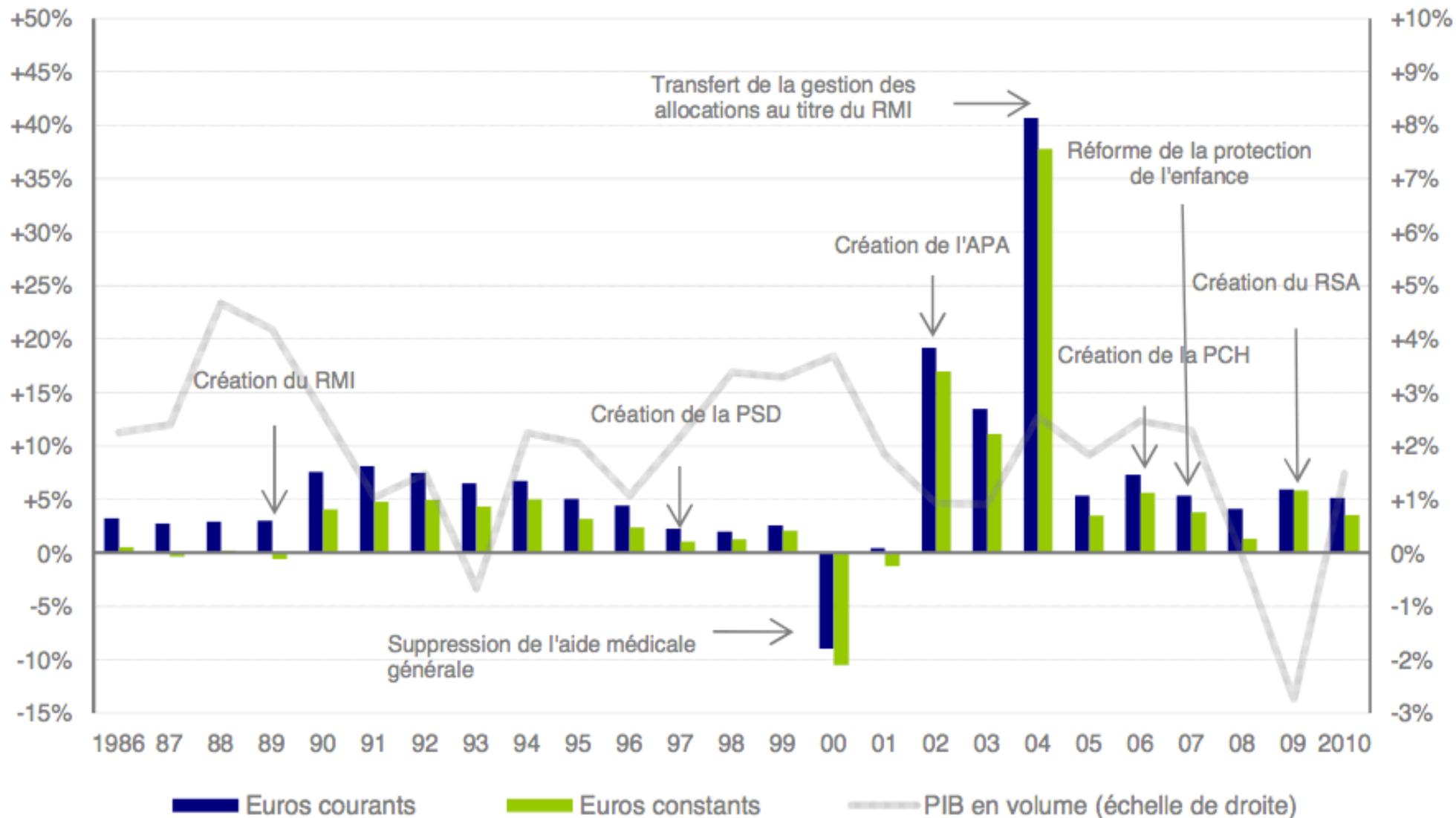
Base 100 en 1996, en euros constants

30 MILLIARDS D'EUROS D'ACTION SOCIALE EN 2010



LA MONTÉE EN PUISSANCE DÉPARTEMENTALE (2)

Taux d'évolution des dépenses directes d'action sociale

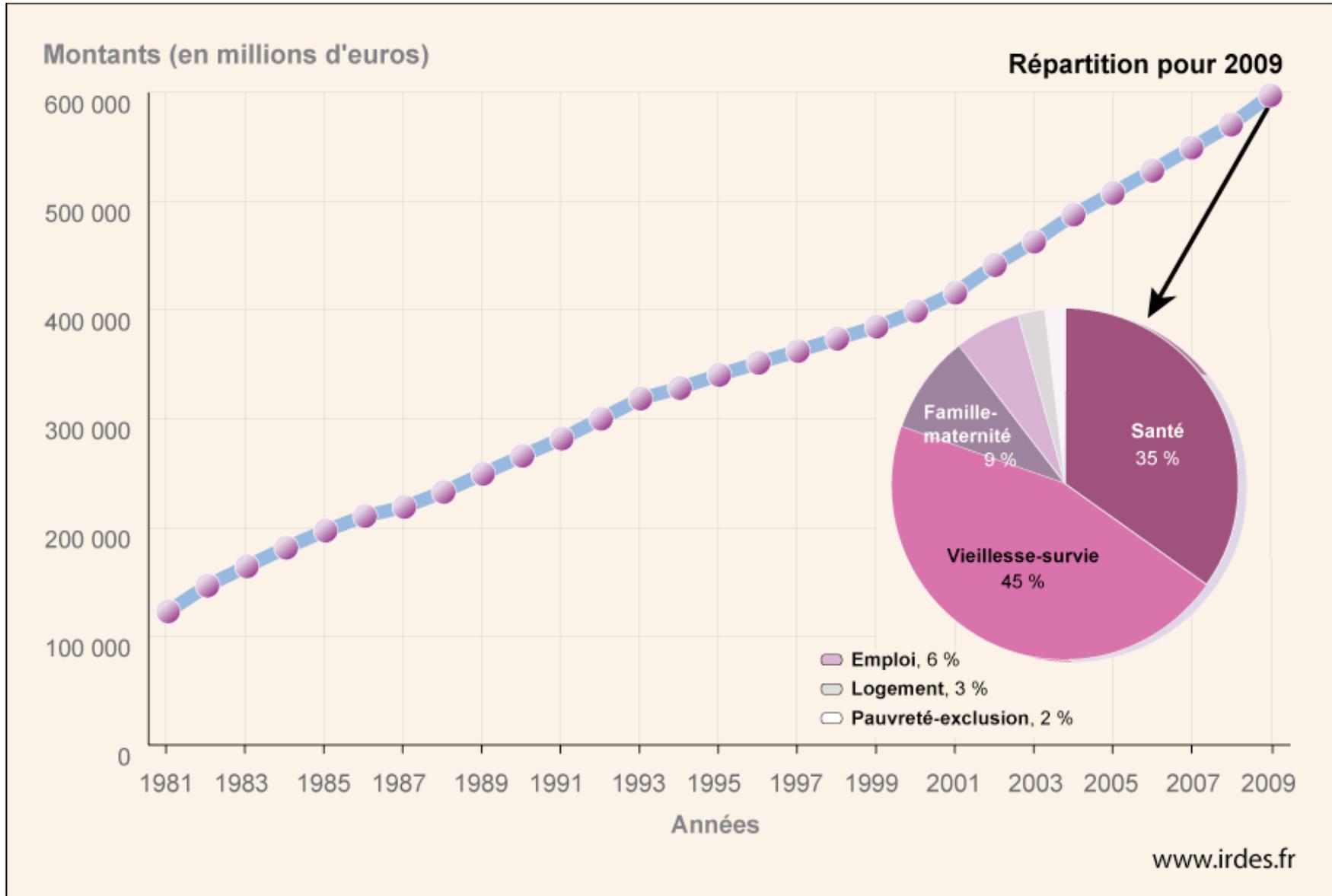


**SOUS
ET
OPINIONS SUR LES SOUS**

RAPPEL DES PROPORTIONS : LES PRINCIPAUX CHIFFRES (2010)

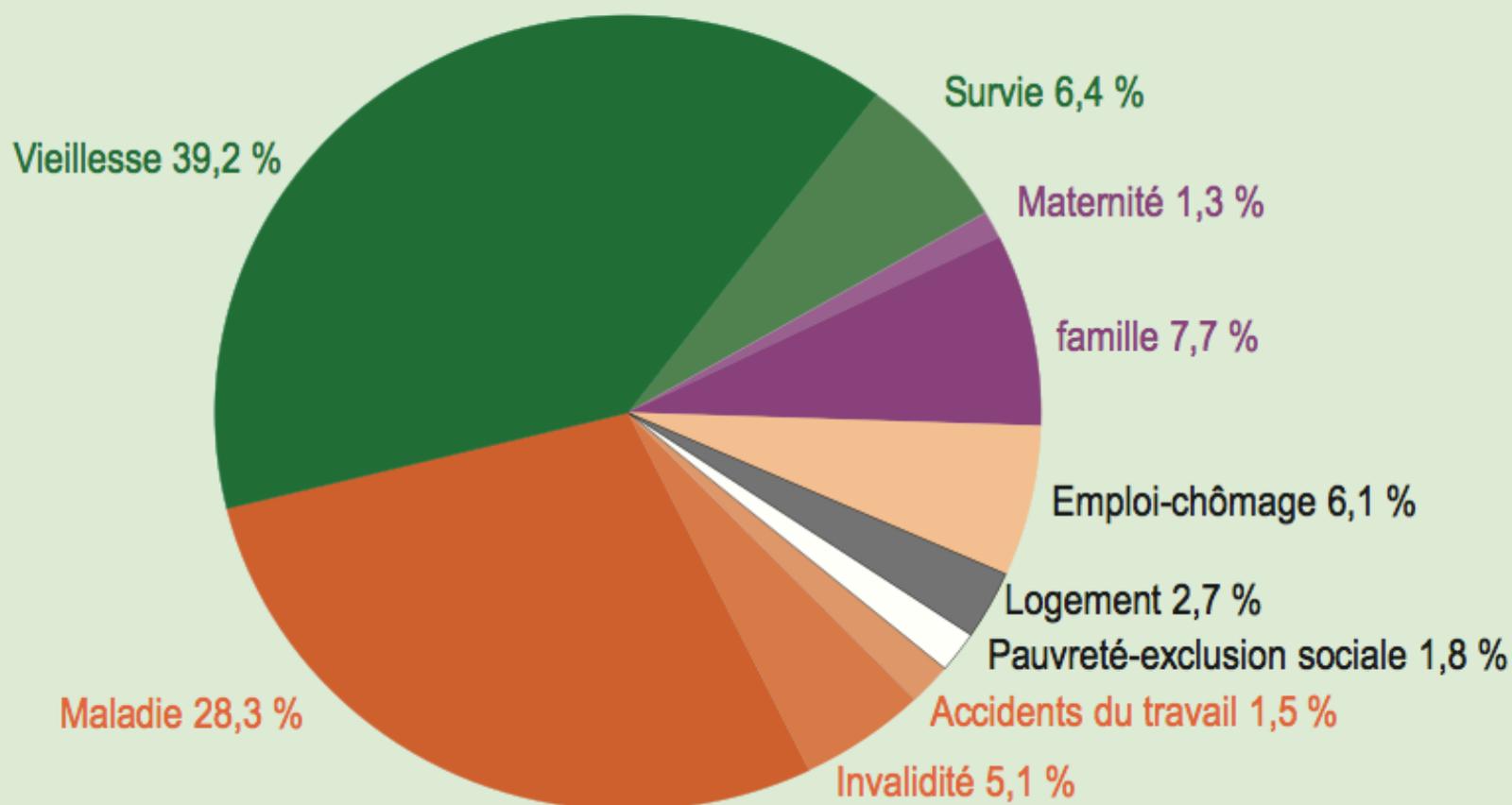
• PIB	1 931 MM€
• Budget de l'Etat	320 MM€
• Montant des dépenses sociales	654 MM€
• Sécurité sociale	440 MM€
• Taux de redistribution sociale	34 %

UN RETRAIT ? UNE DIMINUTION ????



LE CAMEMBERT DE LA PROTECTION SOCIALE (2009)

Ventilation des prestations de protection sociale par risques

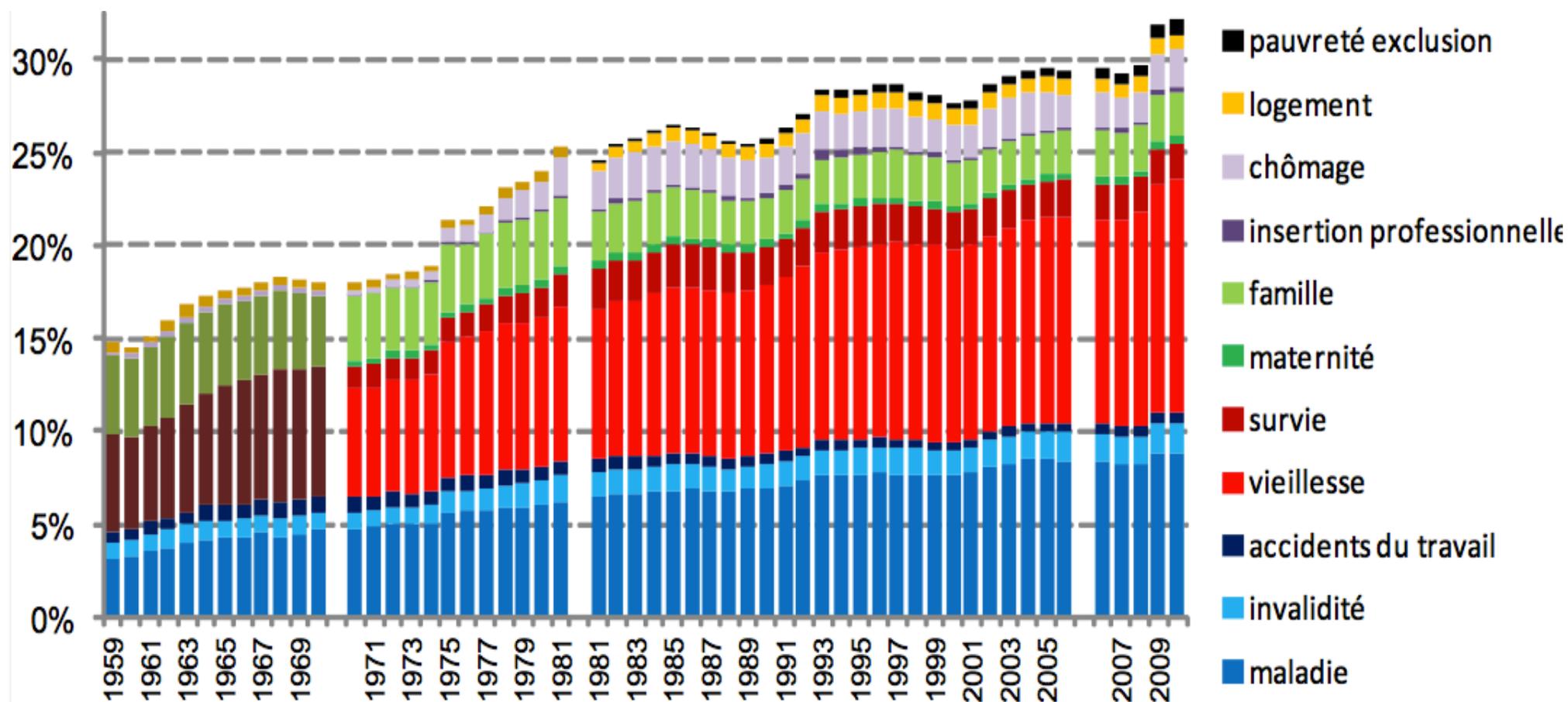


Source : DREES

Les plus de 60 ans : plus de 50 % des transferts pour 20 % de la population

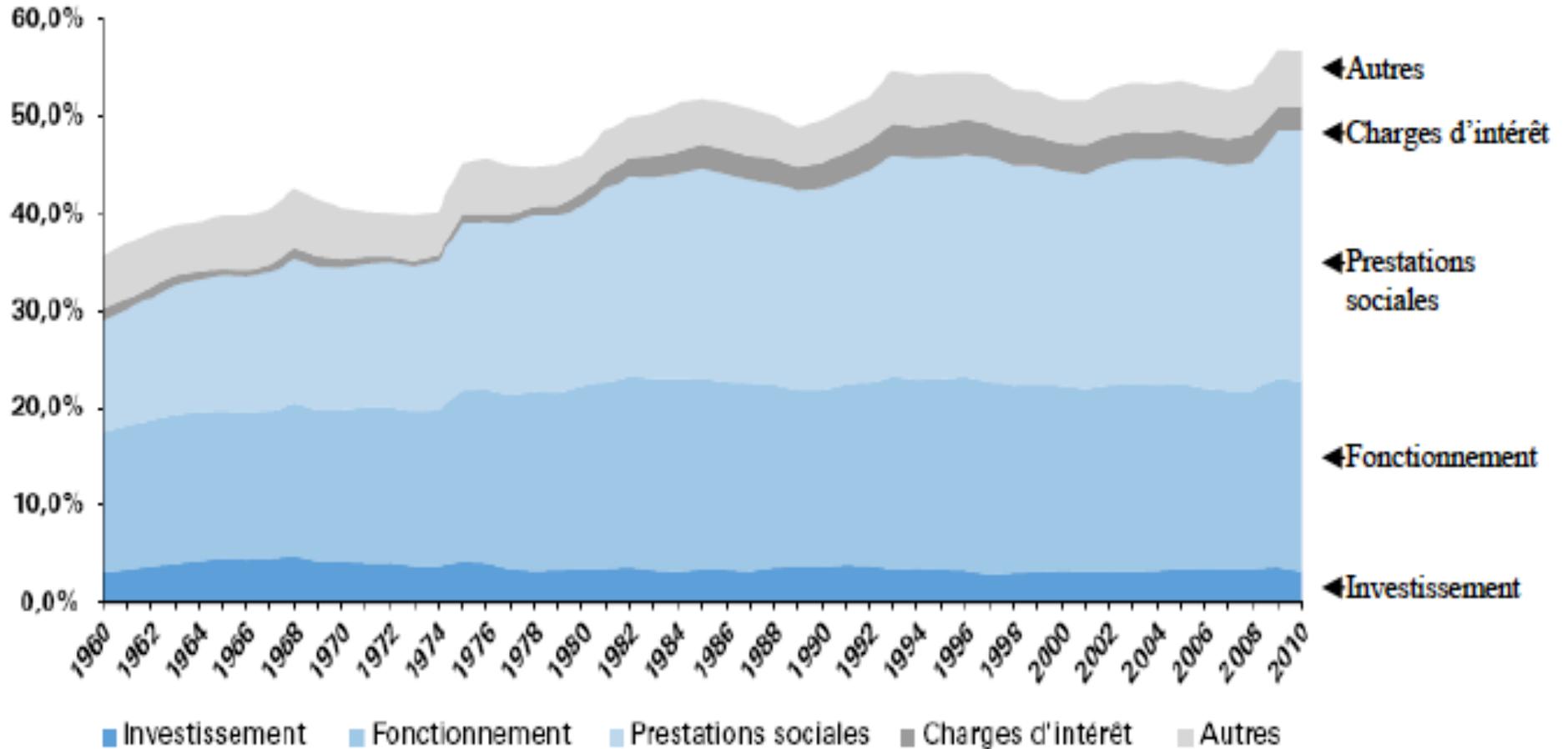
LES ÉVOLUTIONS DU CAMEMBERT

La structure par risque de la protection sociale (en % du PIB)



UN LEVIATHAN SOCIAL

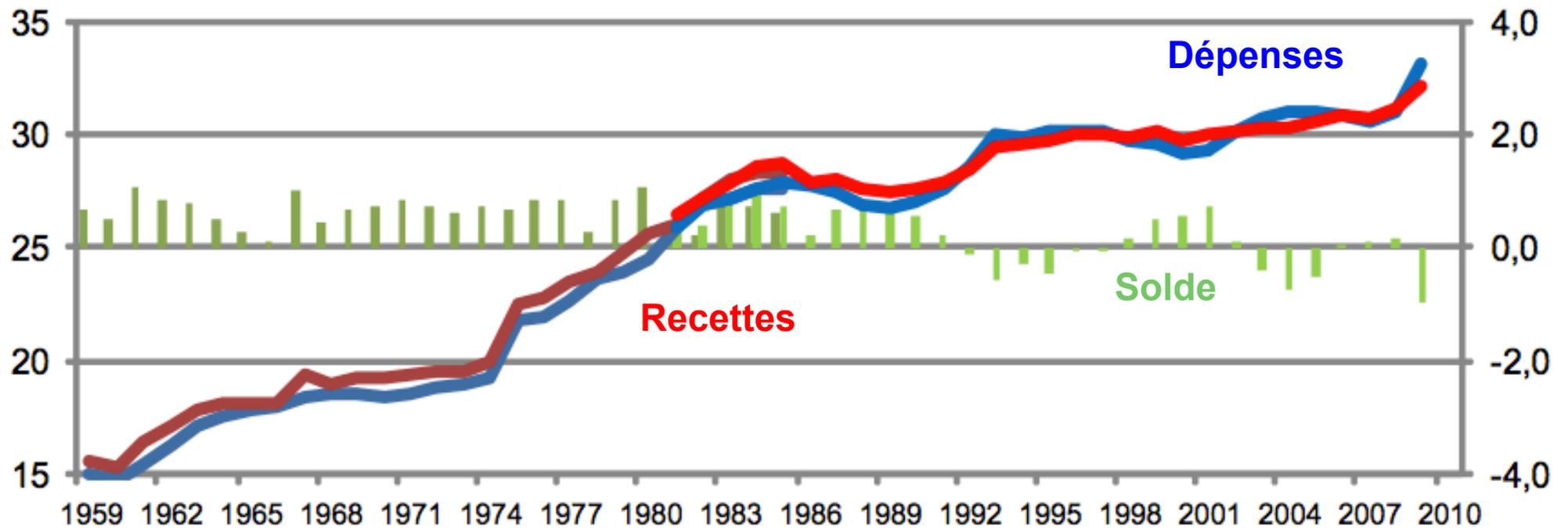
Évolution de la dépense publique en France depuis 1960 (en pourcentage du PIB)



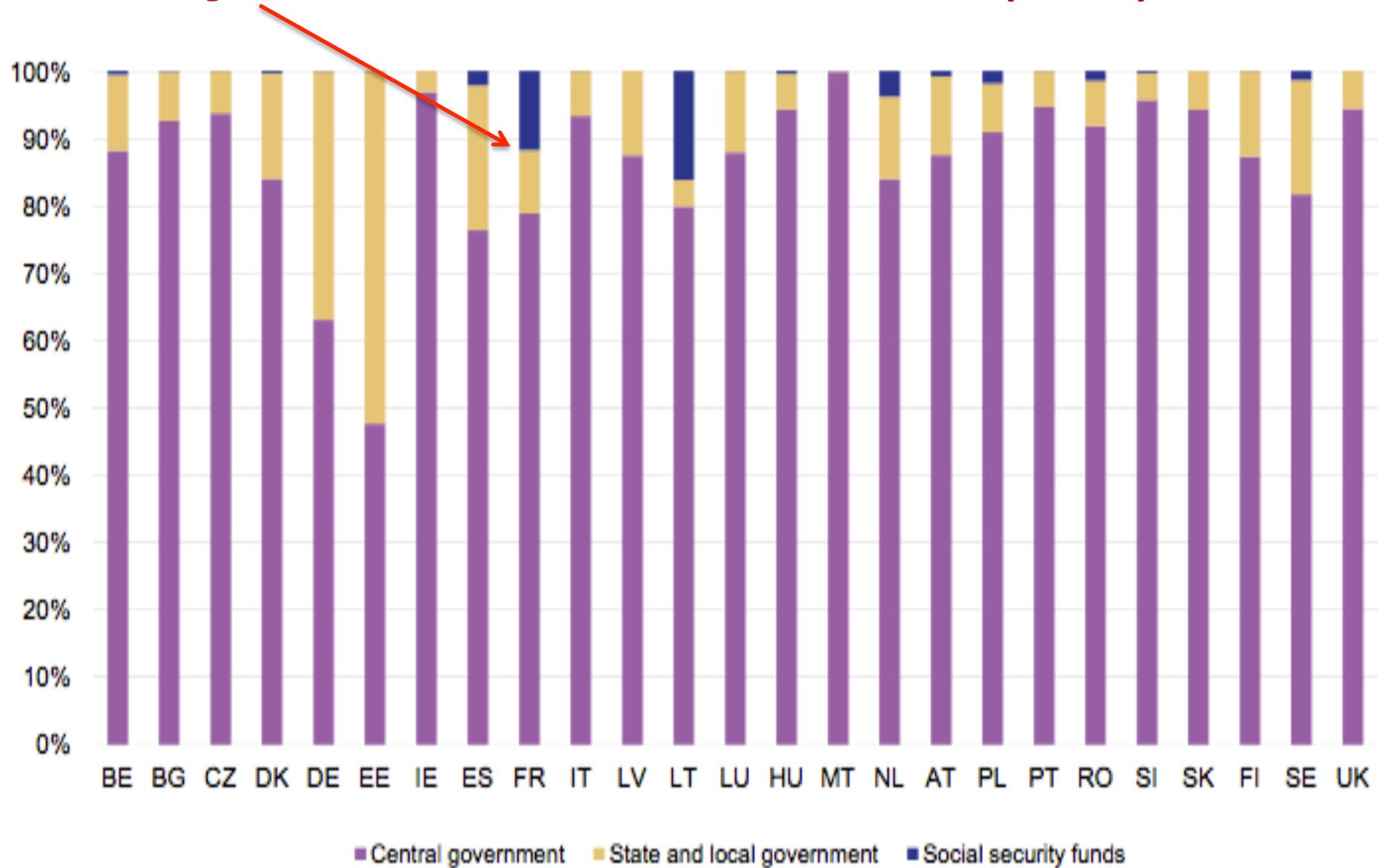
INFLATION SOCIALE → OBÉSITÉ SOCIALE ?

AUTRE PERSPECTIVE SUR LE LEVIATHAN SOCIAL

Dépenses et recettes de la protection sociale (en % du PIB)



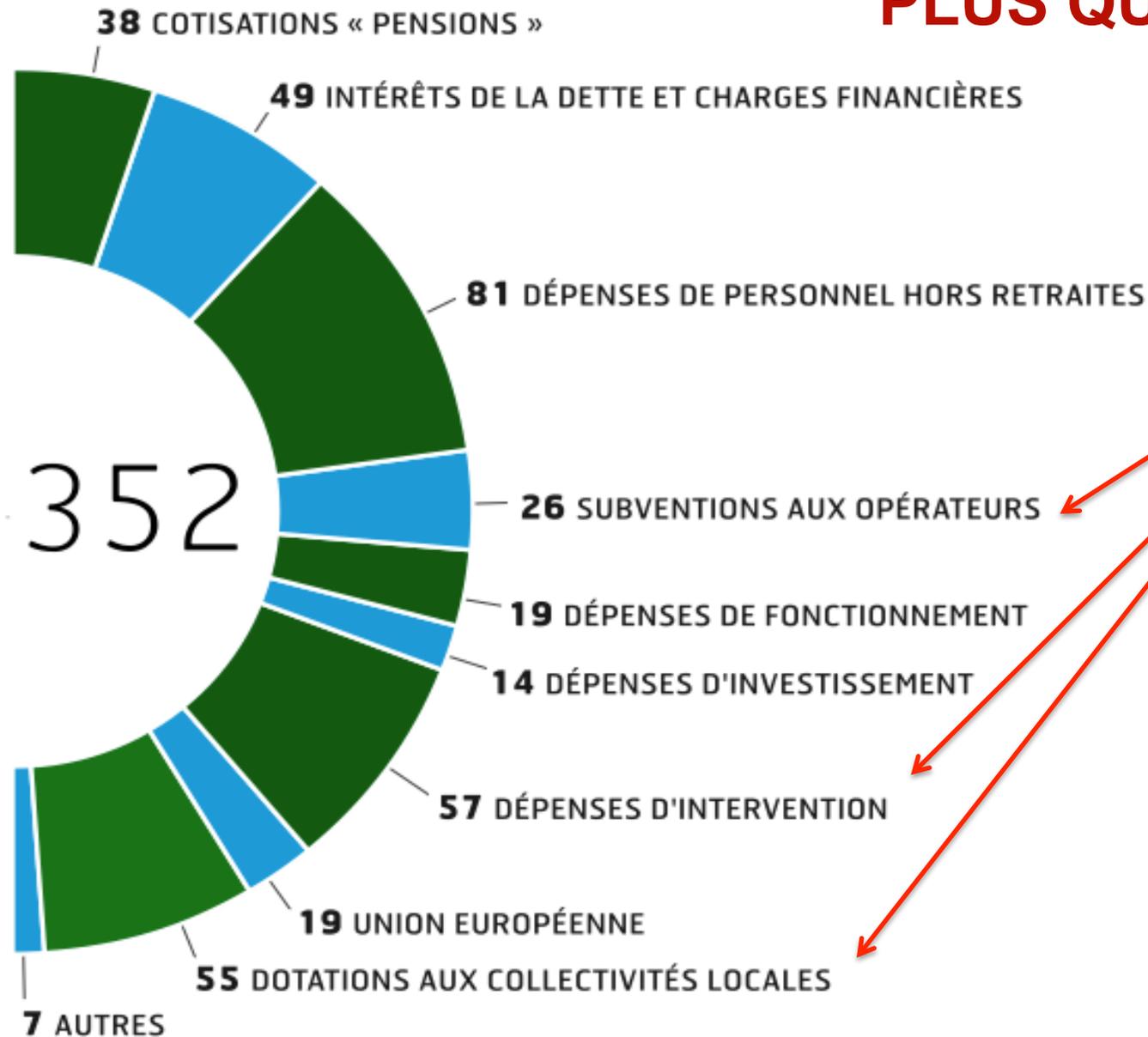
ÇA COMPTE DANS LA DETTE (2011) 😊



LES DÉPENSES DE L'ÉTAT EN 2012

EN MILLIARDS D'EUROS

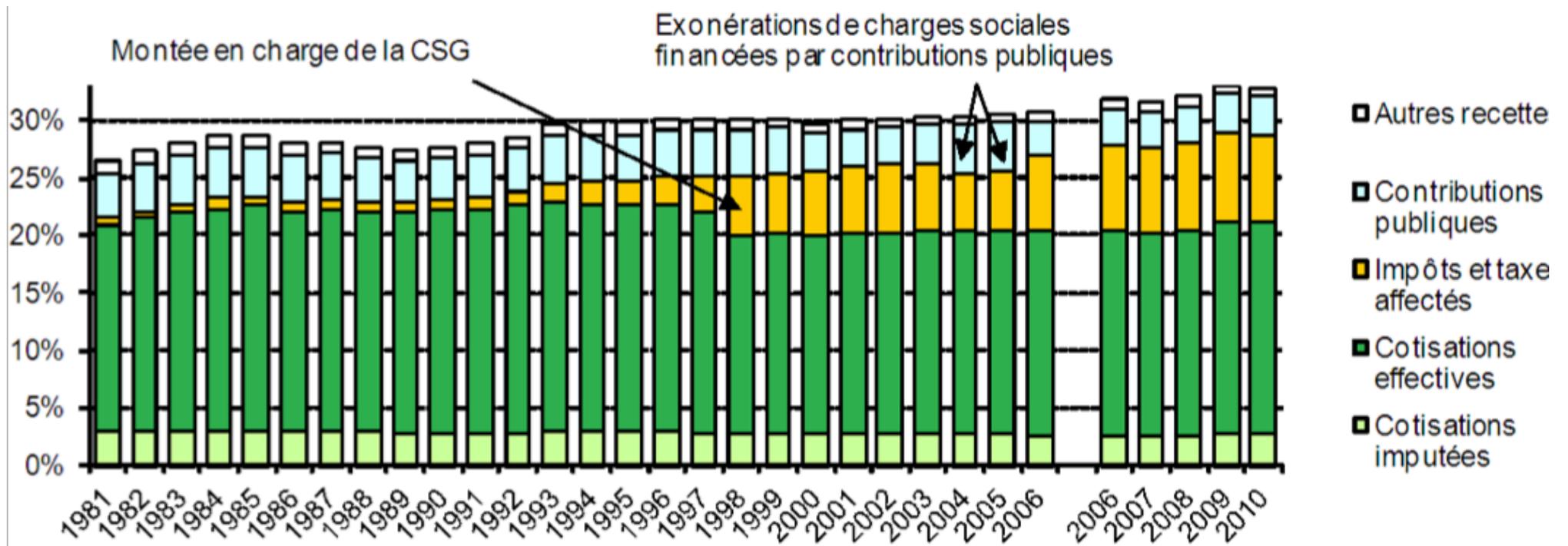
ÇA COMPTE MÊME PLUS QU'ON LE CROIT



Permet des dépenses sociales ou le financement de dépenses sociales

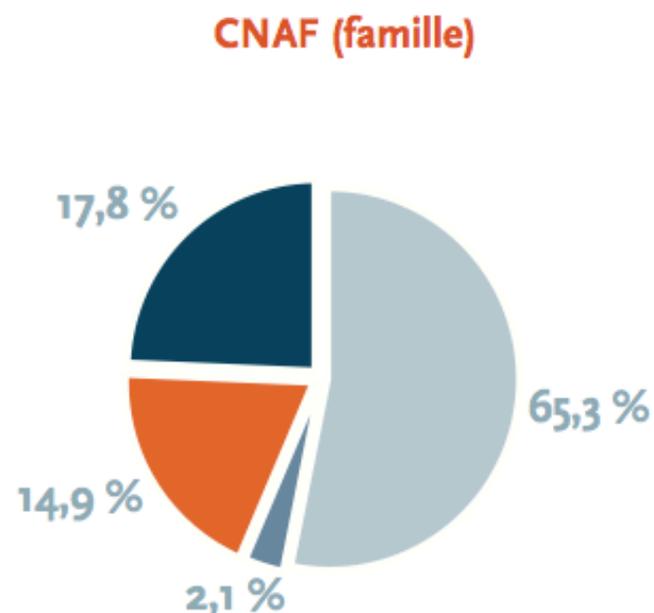
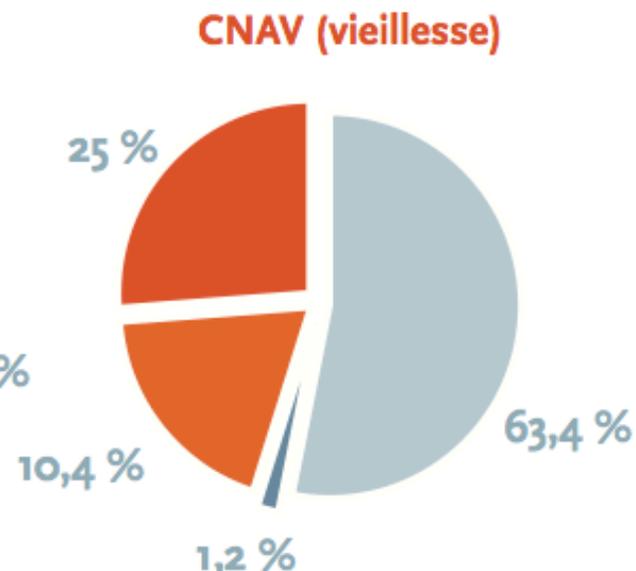
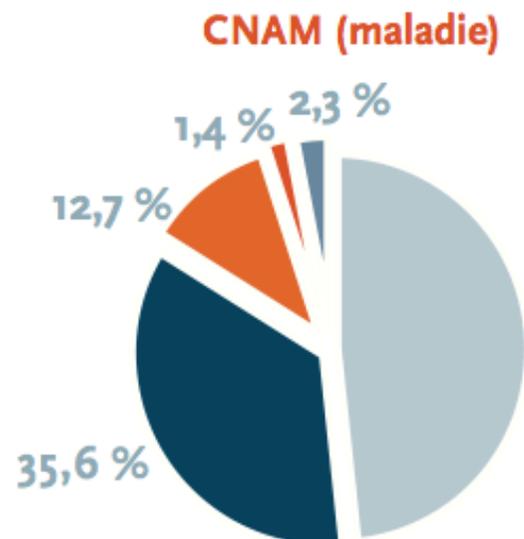
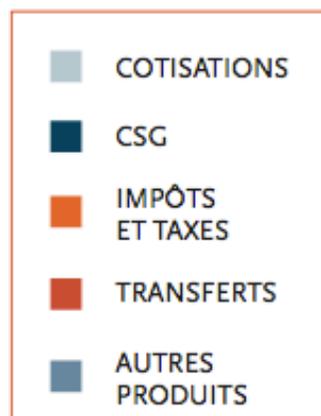
UN FINANCEMENT QUI REPOSE ENCORE SUR LA COTISATION

Dépenses et recettes de la protection sociale (en % du PIB)

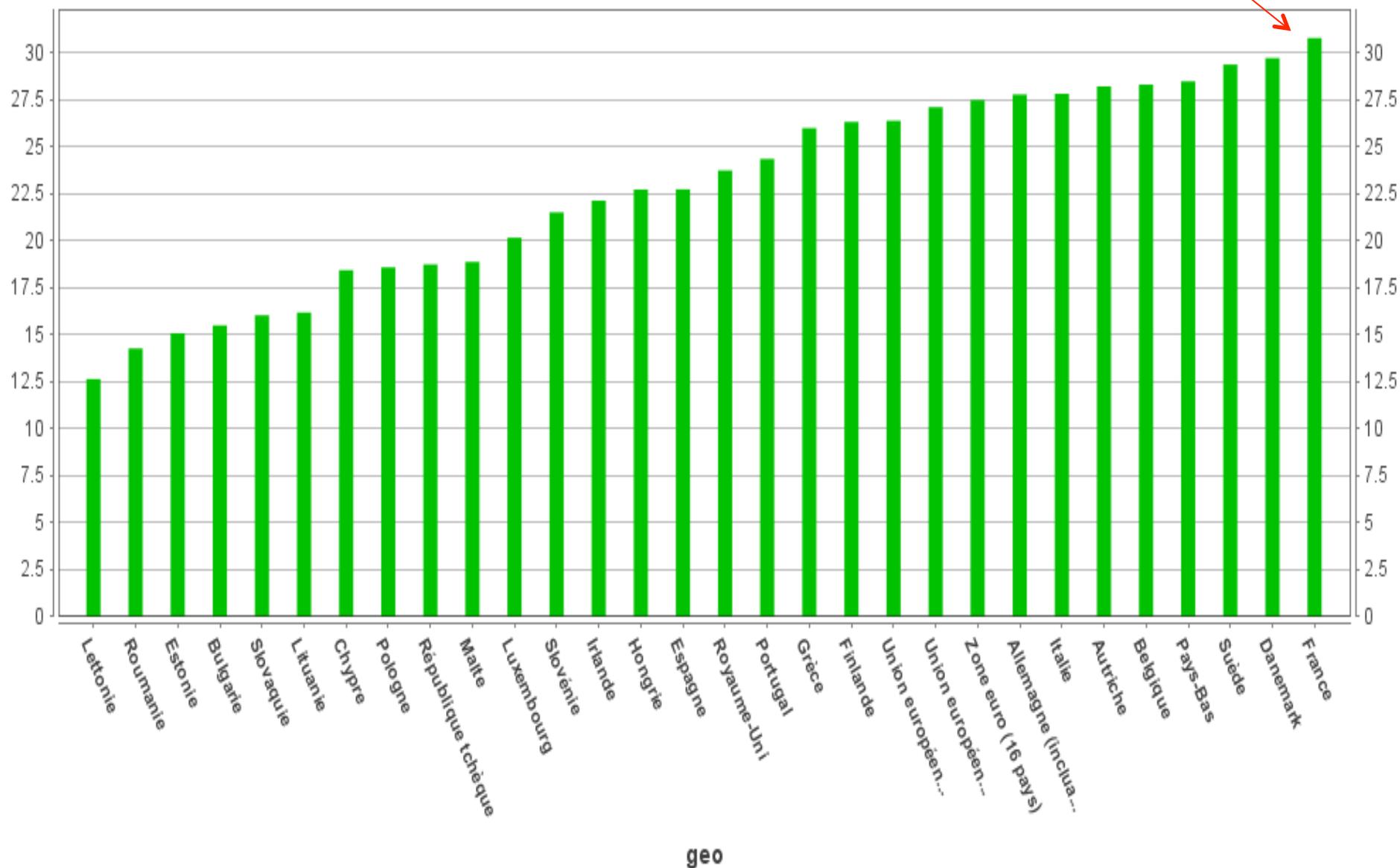


UN FINANCEMENT QUI REPOSE ENCORE SUR LA COTISATION MAIS DES MUTATIONS

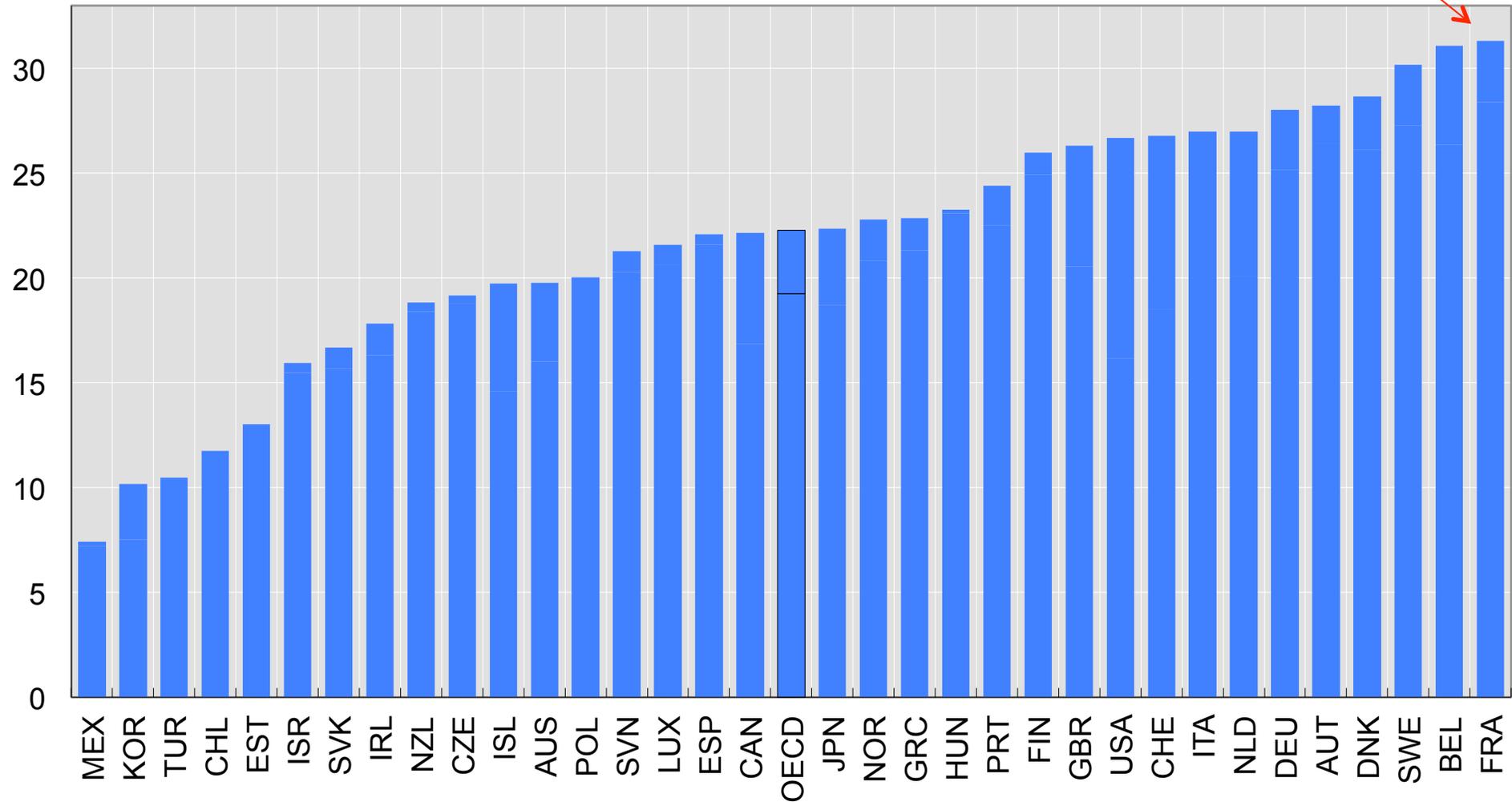
Source :
Commission
des comptes
de la Sécurité
sociale,
juillet 2012



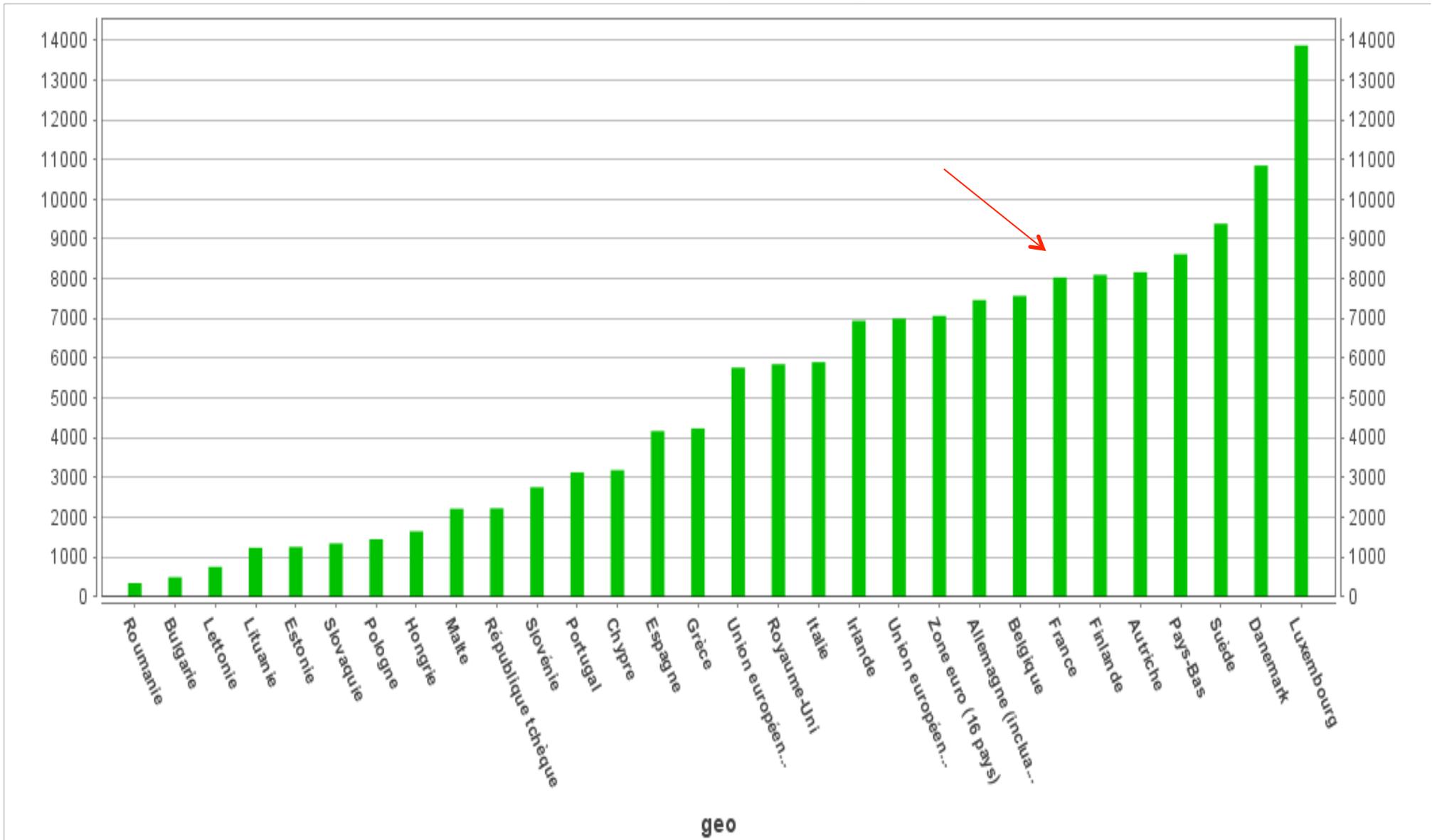
LES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE RAPPORTÉES AU PIB (2008). Source : Eurostat



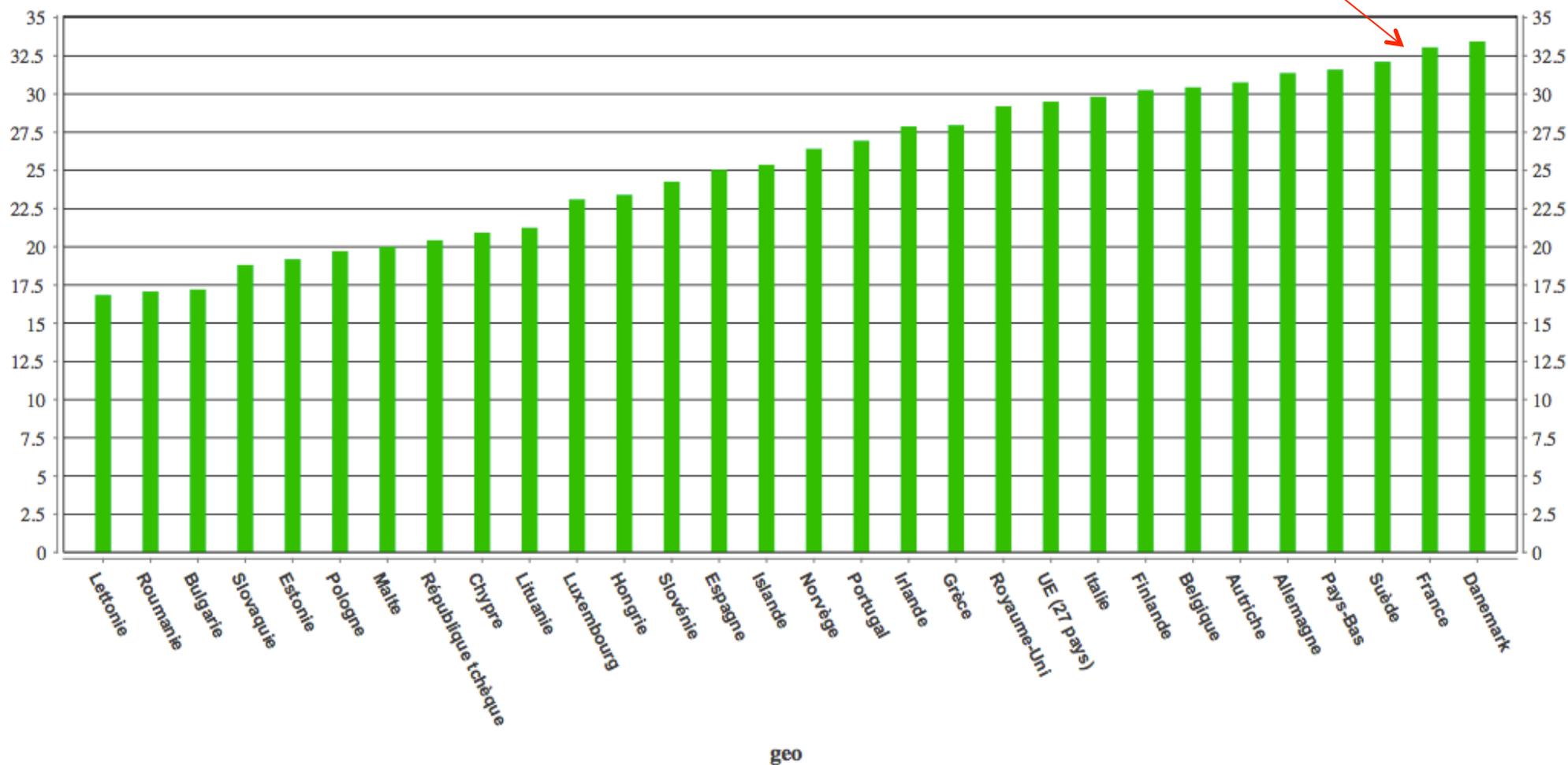
LES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE RAPPORTÉES AU PIB (2007). Source : OCDE



LES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE EUROS PAR HABITANT (2008). Source : Eurostat



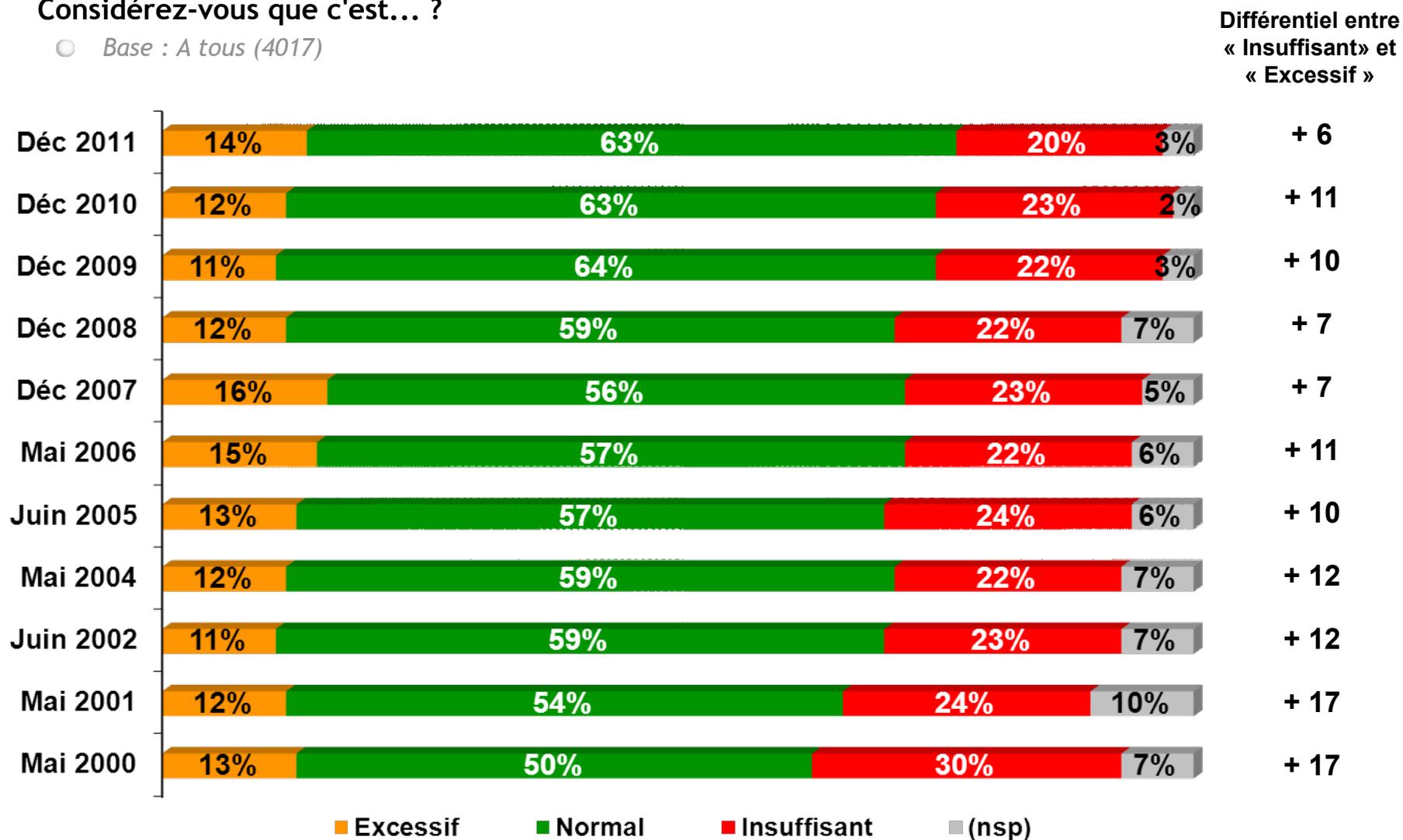
Les dépenses de protection sociale rapportées au PIB (2009). Source : Eurostat



ET LES FRANÇAIS TROUVENT CELA BIEN 😊

- La France consacre environ le quart du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c'est... ?

○ Base : A tous (4017)

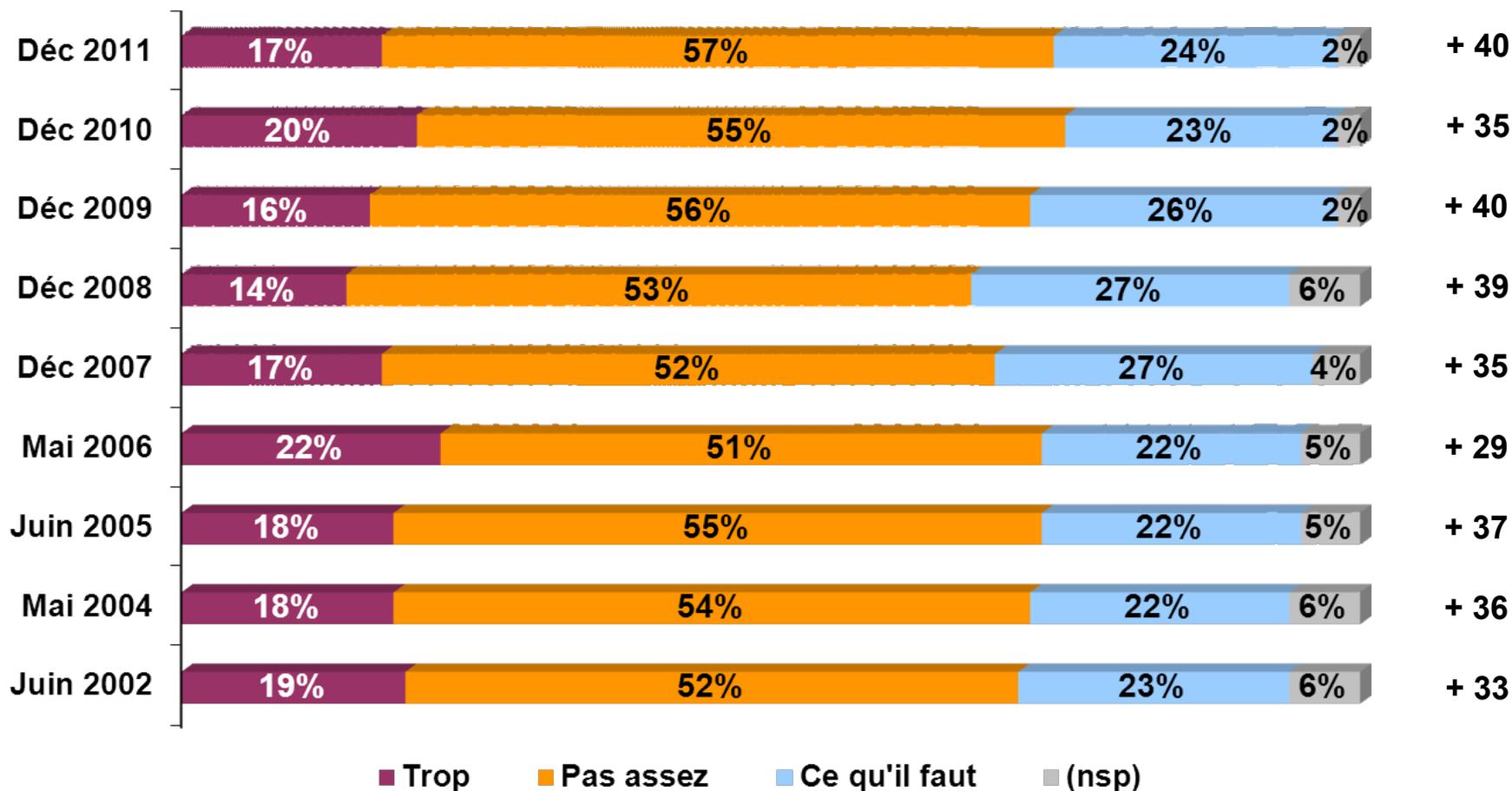


PERCEPTION DU NIVEAU DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

- Pensez-vous qu'il y a trop d'interventions de l'État en matière économique et sociale, juste ce qu'il faut ou pas assez ?

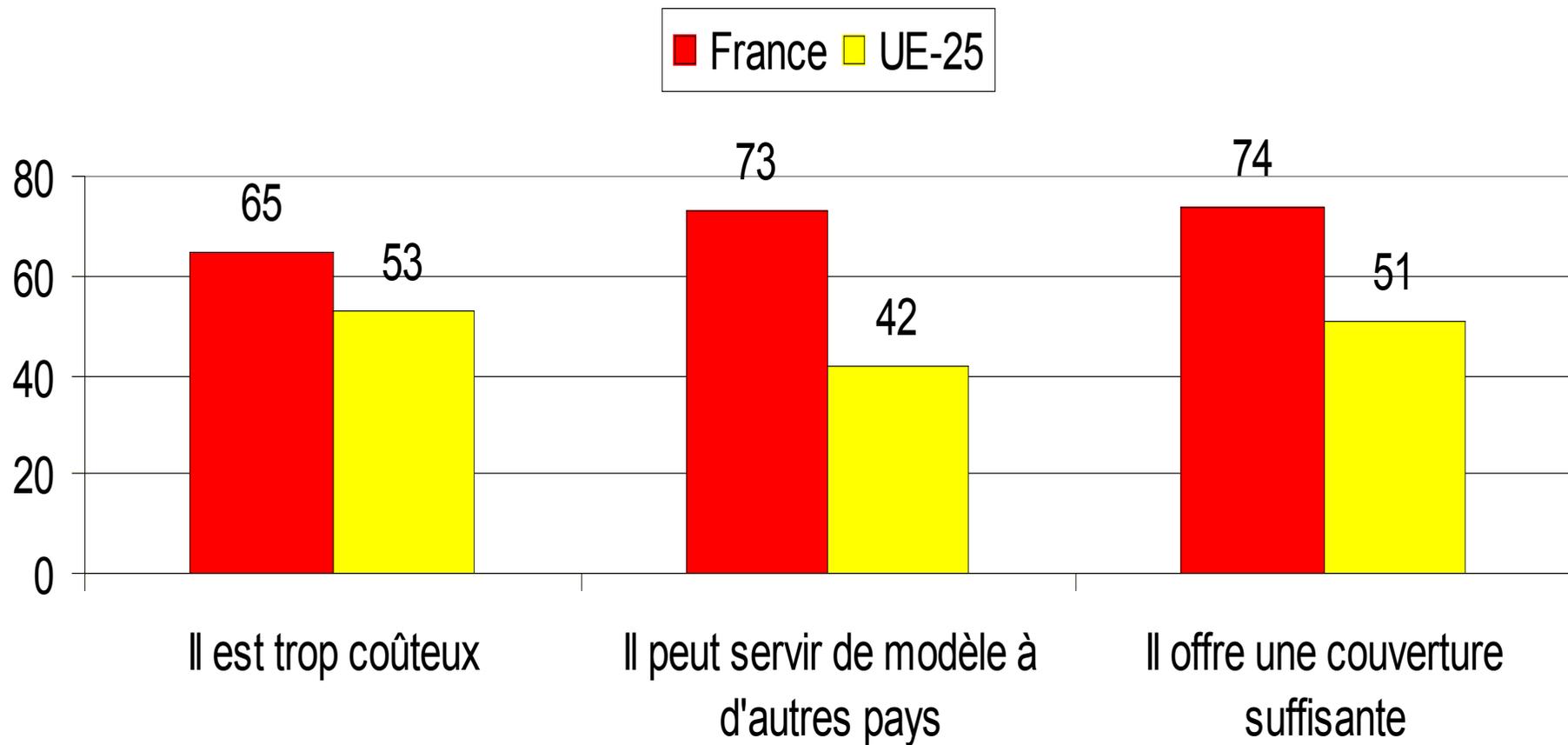
○ Base : A tous (4017)

Différentiel entre « pas assez » et « trop » d'interventions de l'Etat



DES FRANÇAIS TRÈS ATTACHÉS À LEUR MODÈLE SOCIAL

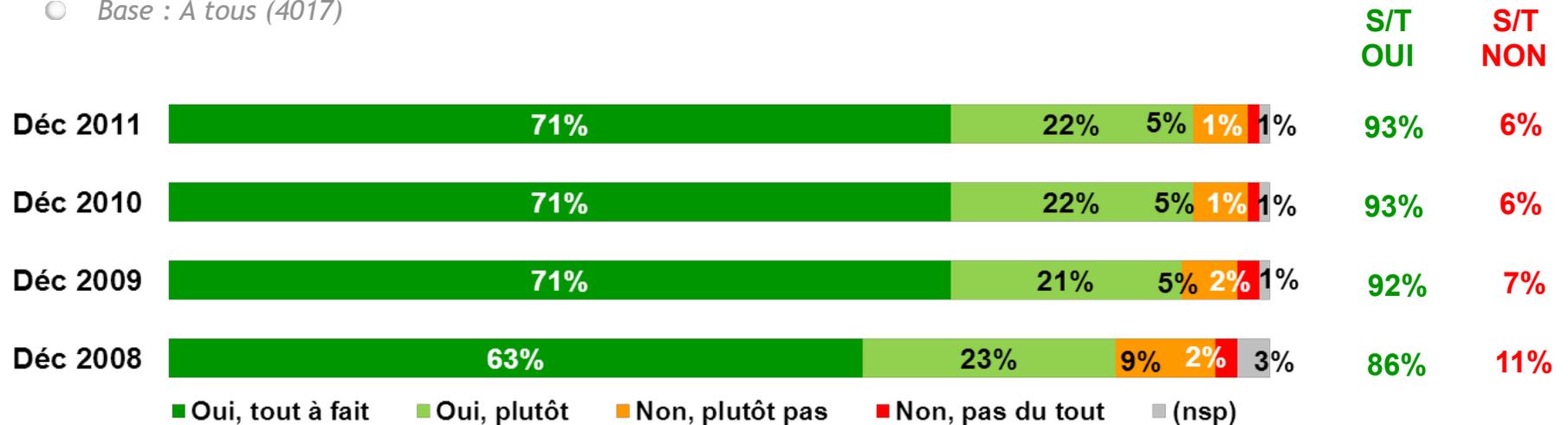
Que pensez vous de votre système national de protection sociale ?



OPINION SUR LA PRIVATISATION DU PRIVÉ ?

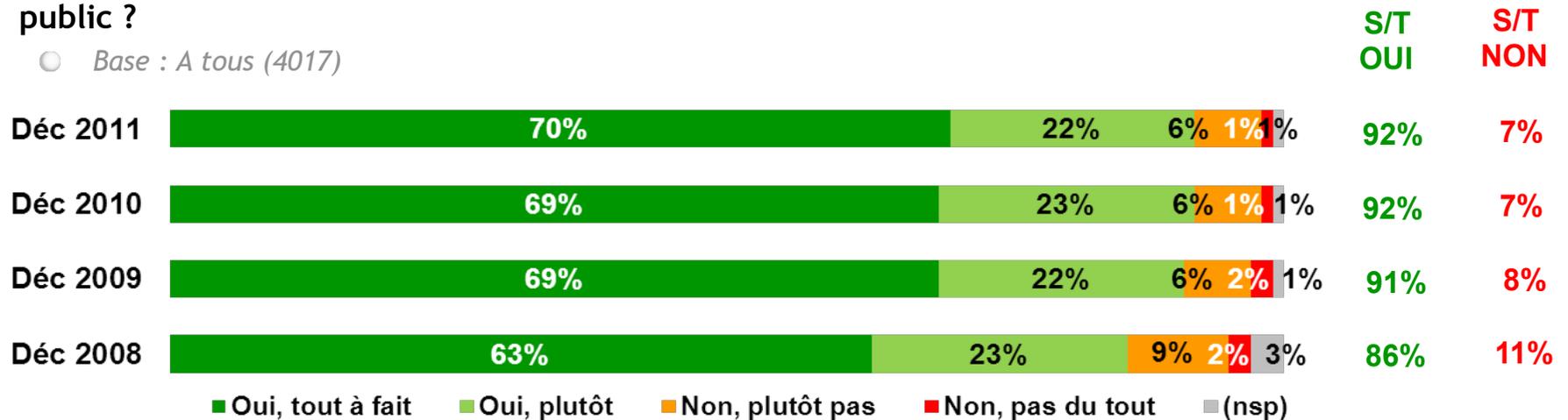
○ Pensez-vous que le système d'assurance maladie doit rester essentiellement public ?

○ Base : A tous (4017)



○ Pensez-vous que le système d'assurance vieillesse doit rester essentiellement public ?

○ Base : A tous (4017)



PERFORMANCES ET DÉFIS

LES BONS POINTS

Les politiques sociales françaises ont atteint bon nombre d'objectifs qui leur avaient été assignés...

- une couverture de l'ensemble de la population ;
- un taux de fécondité parmi les plus élevés en Occident ;
- une forte amélioration de l'état de santé de la population ;
- un rôle de stabilisateur efficace dans la politique économique d'inspiration keynésienne ;
- une redistribution relativement importante permettant une limitation des inégalités ;
- une réduction de la pauvreté, notamment chez les personnes âgées.

LES MAUVAIS POINTS

... mais elles rencontrent des difficultés substantielles liées aux mutations économiques et sociétales

- persistance d'un haut chômage qui réduit les recettes et participe aux dépenses sociales croissantes ;
- déficits structurels qui font peser une charge sur les générations futures ;
- vieillissement de la population ;
- nouveaux risques, peu, mal ou incomplètement couverts (dépendance, exclusion, intégration...)
- transformations familiales qui remettent fortement en question le modèle du « breadwinner » ;
- individualisme et consumérisme croissants des usagers et bénéficiaires .

QUELQUES MUTATIONS MAJEURES dans l'appréciation des risques sociaux

- Des risques devenus des certitudes : la vieillesse
- Des risques « nouveaux » : dépendance, pauvreté, obésité
- Des risques toujours présents : accidents du travail, maladie
- Des risques totalement transformés : la famille

LE CAPHARNAÛM GÉOMÉTRIQUE

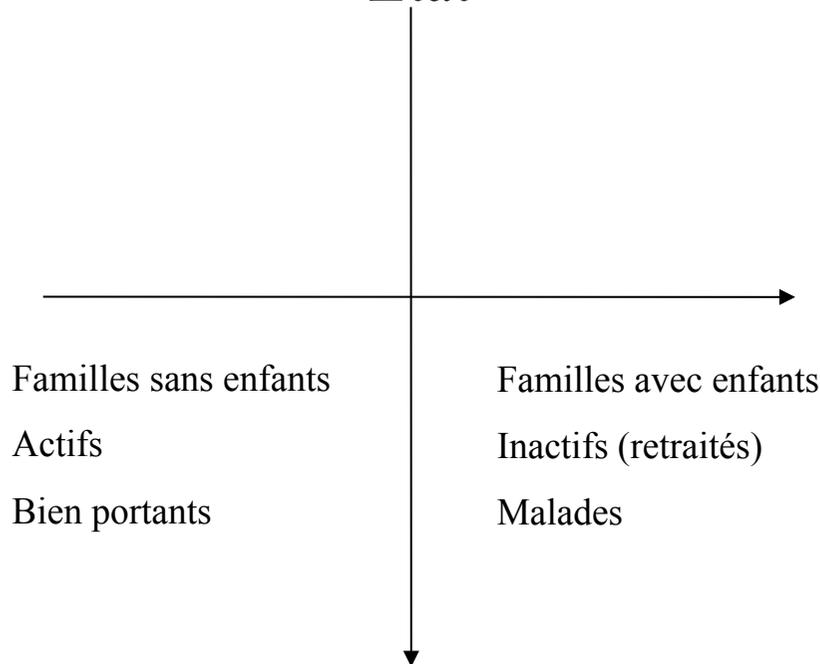
redistributions verticale et horizontale

PROJET 1945

Action publique verticale

Redistribution horizontale

Etat



Collectivités territoriales

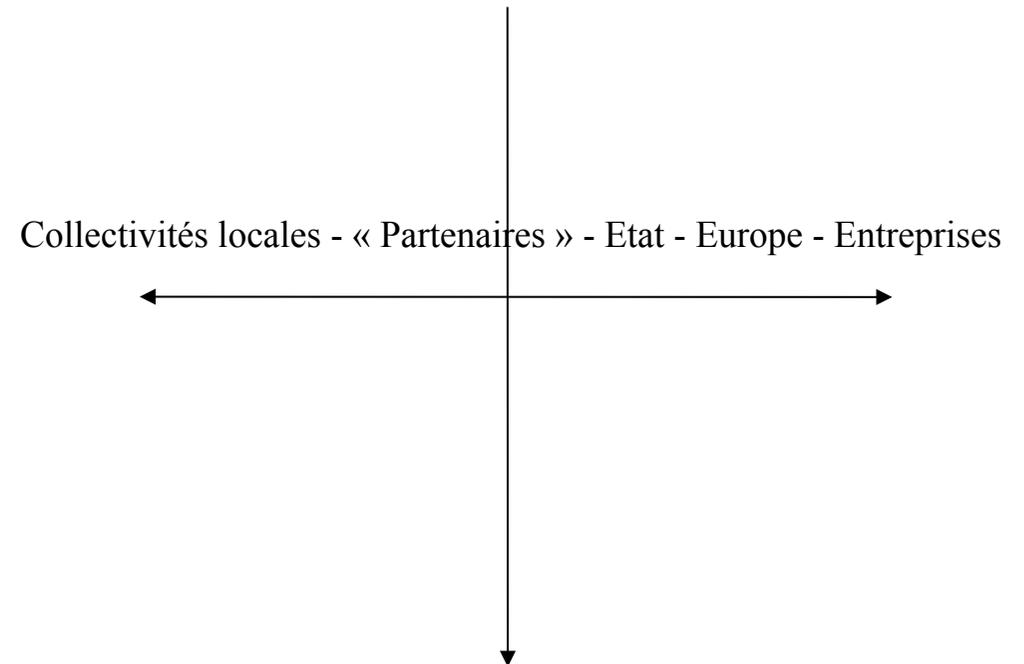
Partenaires sociaux

AUJOURD 'HUI

Action publique horizontale

Redistribution verticale

Riches



Pauvres

QUELLES ÉVOLUTIONS POUR LA REDISTRIBUTION ?

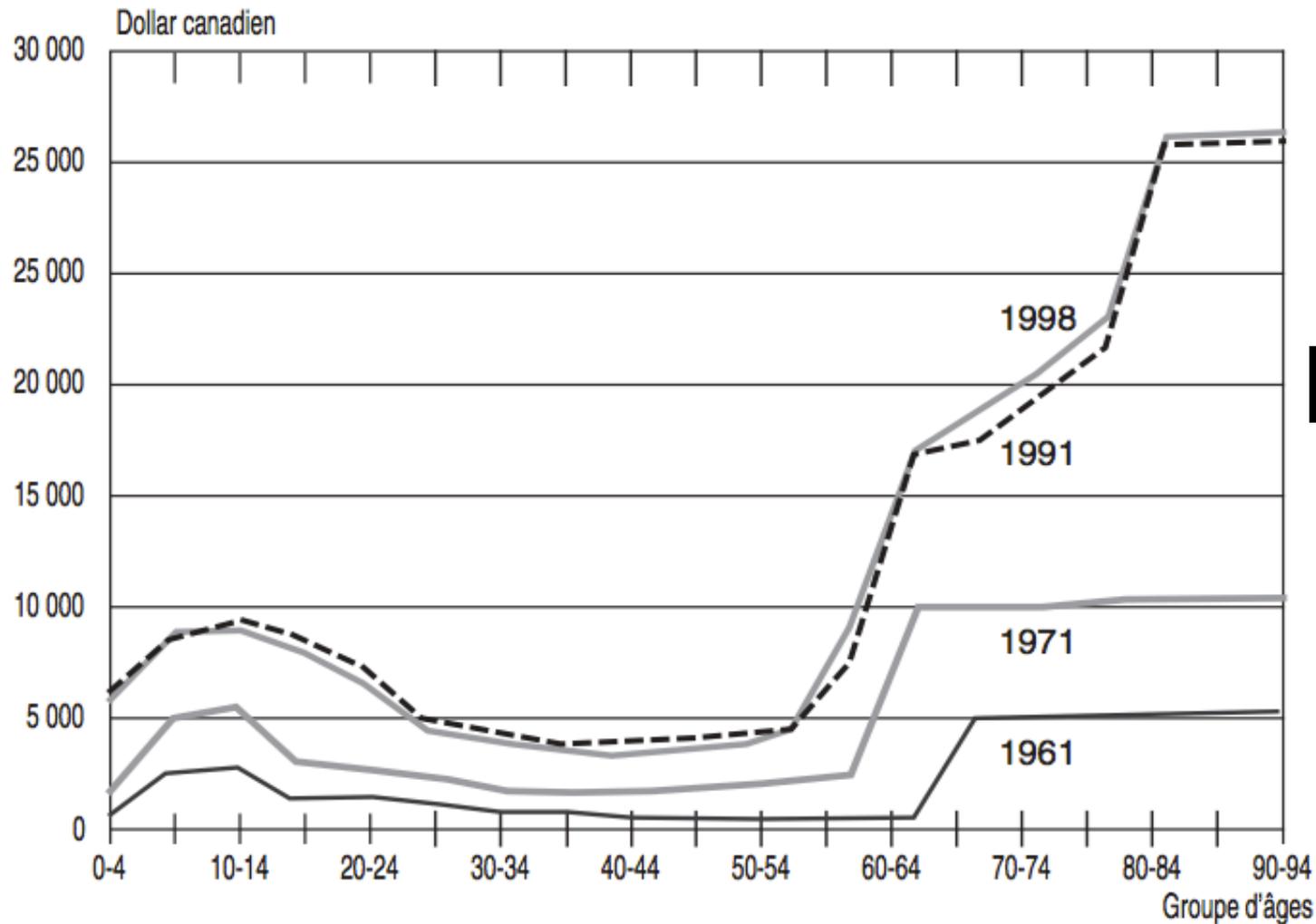
Vieux vs Jeunes / Riches et pauvres vs classes moyennes ?

Les dépenses sociales stylisées...

Le **J** des âges de la vie

Le **U** des classes sociales

LES DÉPENSES SOCIALES PROFILÉES

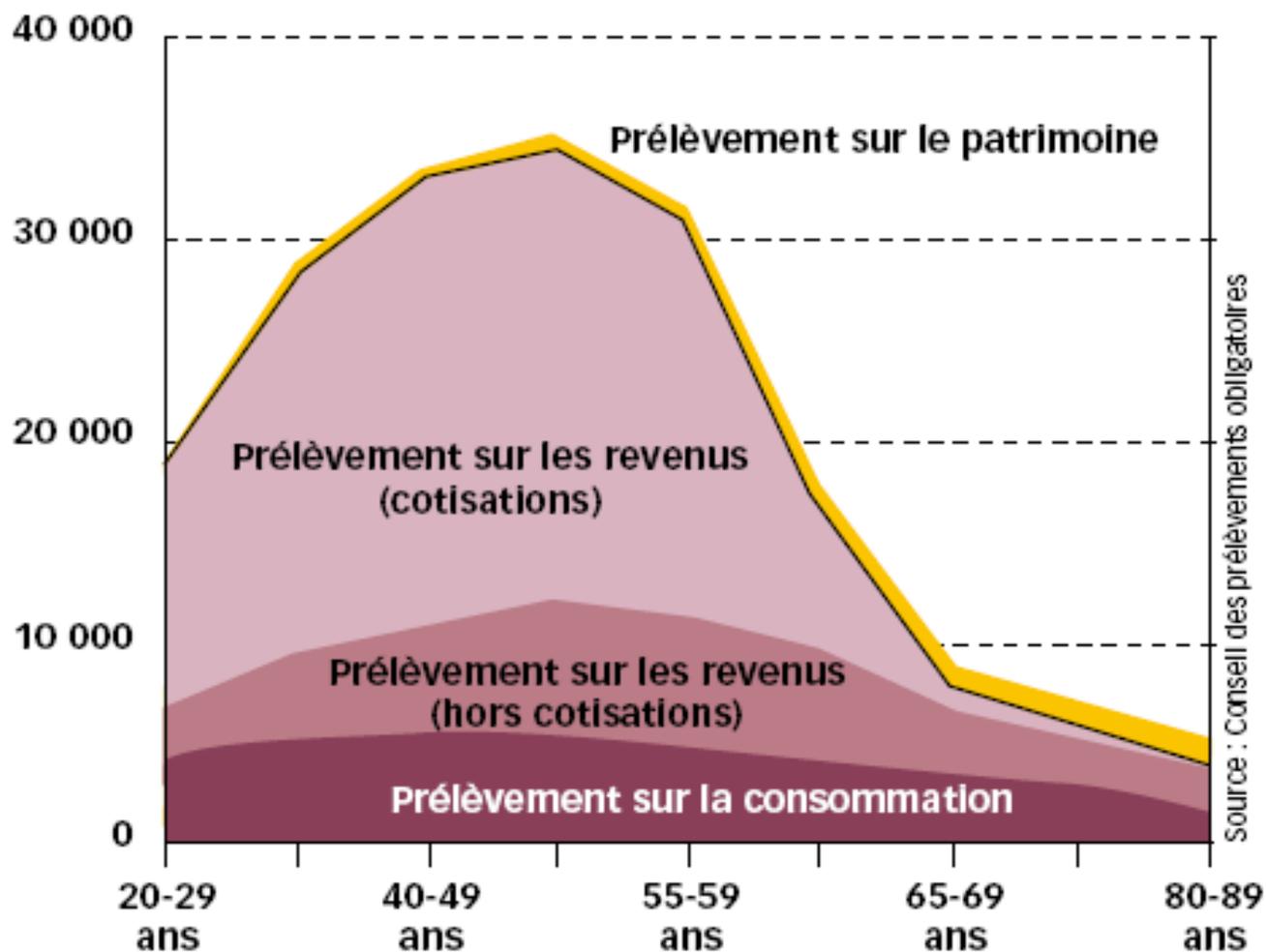


Le **J** des
âges de
la vie

Profil de la dépense sociale par personne selon l'âge
(Québec, 1961, 1971, 1991 et 1998 [\$ de 1998]).

La générations « sandwich » est celle qui cotise et c'est ... normal

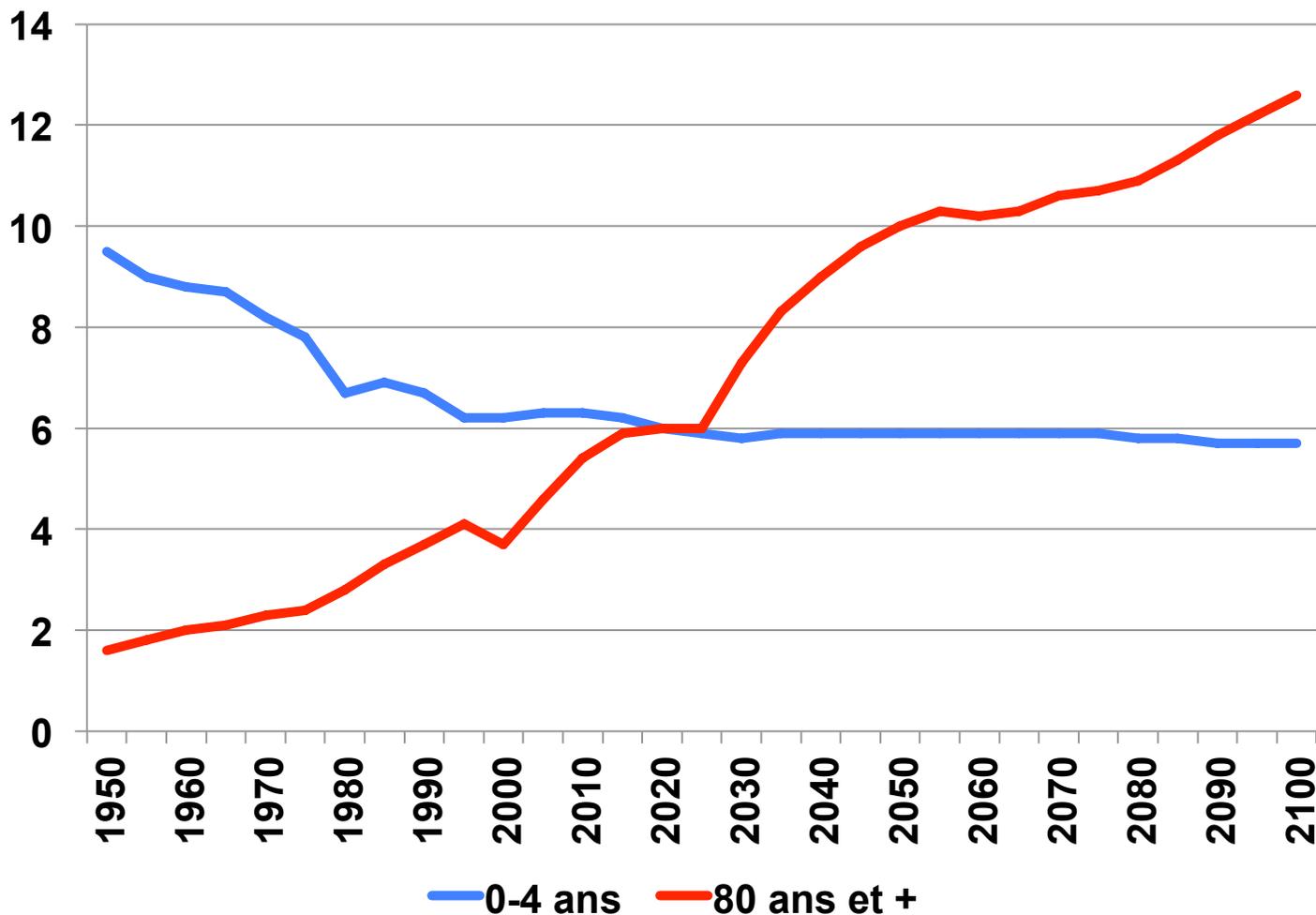
Ensemble des prélèvements obligatoires par classe d'âge en euros et par an



UNE REPRÉSENTATION DU VIEILLISSEMENT

Des crèches ou des EHPAD ? 1 % de PIB chacun aujourd'hui

Part des populations âgées de moins de 4 ans et de plus de 80 ans (en %)



CINQ QUESTIONS D'AVENIR

Quel périmètre ?

Quels bénéficiaires ?

Quels mécanismes ?

Quels acteurs ?

Quels moyens ?

CINQ PARAMÈTRES ESSENTIELS

Le **degré d'acceptabilité** des prélèvements obligatoires.

L'ampleur et l'intensité des **chocs exogènes**, notamment économiques.

L'impact des **nouvelles technologies**.

La capacité et la volonté de **changement des acteurs**.

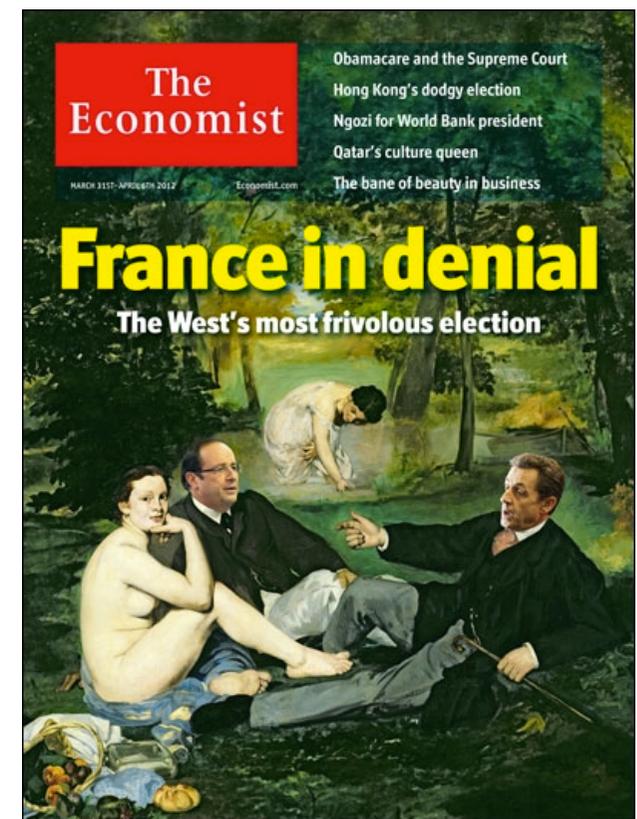
L'internationalisation des risques sociaux et de leur gestion.

CONCLUSION :

**DEUX MOTS FACE À LA
CRISE**

Face à la crise... trois temps, trois couvertures

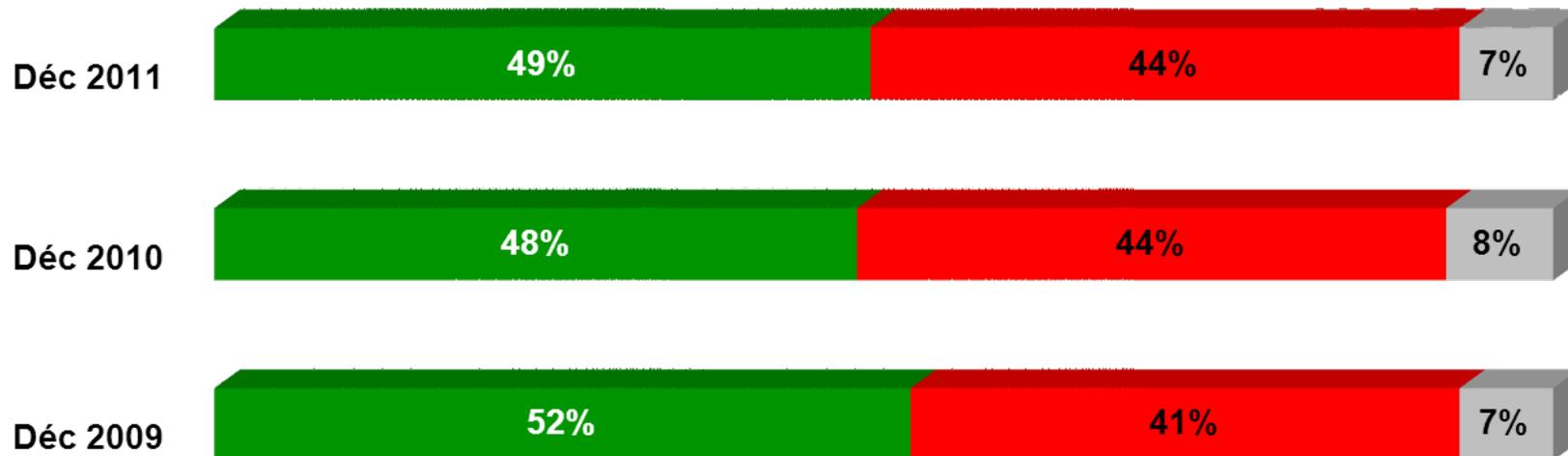
(mai 2009, mai 2010, avril 2012)



La grande partition politique

- A propos de la crise économique actuelle, je vais vous citer deux affirmations, vous me direz avec laquelle vous êtes le plus d'accord.

○ Base : A tous (4017)



- Le système de protection social permet d'atténuer les conséquences de la crise économique en France
- Le financement de la protection sociale alourdit la dette de la France et va être un frein pour sortir de la crise
- (nsp)